

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieillevigne, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Bruno JAUNET, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-061 Autorisation de signature – Convention d'occupation et d'usage des jardins familiaux

8.8.6

La commune de Vieillevigne propose l'exploitation d'une partie d'un terrain communal pour réaliser des jardins partagés.

Cette mise à disposition est proposée aux habitants de Vieillevigne qui souhaite cultiver leur propre potager et profiter d'un échange de bonnes pratiques entre jardinières et jardiniers.


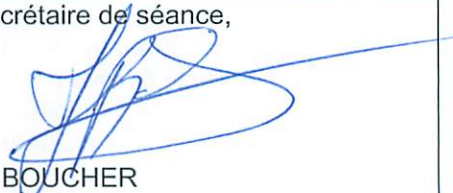
Une réunion publique avait été organisée le 27 janvier 2023. Depuis, une association « Les jardins partagés de Vieillevigne » a été créée.

La présente convention définit les conditions particulières dans lesquelles l'association « Les jardins partagés de Vieillevigne » est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, un jardin familial.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (26 votants) :

- AUTORISE Madame le MAIRE à signer la convention précitée et annexée à la présente délibération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Fait à Vieilleville, le 22 NOV. 2024

Le Maire,  Nelly SORIN	Le secrétaire de séance,  Alain BOUCHER
---	---

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

CONVENTION D'OCCUPATION ET D'USAGE DES JARDINS FAMILIAUX

Entre

LA COMMUNE DE VIEILLEVILLE

1 place de la mairie, 44116 Vieilleville

Représenté par Nelly SORIN, agissant en qualité de Maire et autorisé à signer par la présente convention par la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2024

Ci-après désignée la collectivité,

Et

L'Association « Les jardins partagés de Vieilleville »

1 place de la mairie, 44116 Vieilleville

Représentée par Madame Coraline CHATAIGNER, présidente

Ci-après désignée l'occupant,

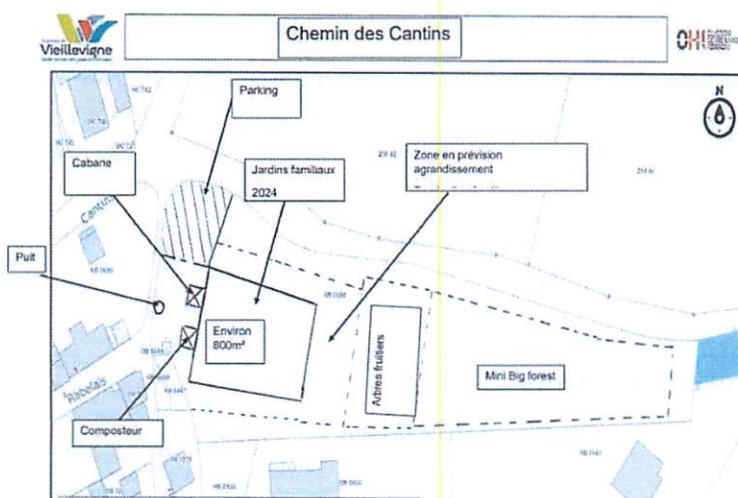
Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les conditions particulières dans lesquelles l'association « Les jardins partagés de Vieilleville » est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, un jardin familial.

Article 2 : Localisation

Les jardins familiaux sont situés sur la commune de Vieilleville (44116) sise 5981 Avenue de Nantes 44116 Vieilleville, dont les références cadastrales sont les suivantes :

Section :	N° :	Adresse :	Surface :
OB	1648	5981 av de nantes	05 ha 5a 30 ca



Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est valable pour une durée de 3 ans, à compter de la date de signature, renouvelable par tacite reconduction tant que les parties s'accordent sur les termes de la présente convention et sous réserve du respect par l'occupant des règles et des consignes ainsi rédigées.

Article 4 : Mise à disposition de parcelle

Quelle que soit la parcelle considérée il s'agit d'une parcelle du domaine public communal et, de ce fait l'autorisation de l'occuper ne peut avoir qu'un caractère précaire et révocable. L'ensemble de l'espace des jardins familiaux, comme précisé à l'article 2, est mis à disposition de l'association « Les jardins partagés de Vieilleville ».

Article 5 : Procédure d'attribution des parcelles

La décision d'attribution de la parcelle est prise par le Maire, en collaboration avec la commission Espaces verts – Environnement.

Article 6 : Destination des lieux

La parcelle des jardins familiaux est mise à la disposition exclusive de l'association « Les jardins partagés de Vieilleville » à la seule fin d'usage en jardin partagé pour une production maraîchère ou florale privée, non-marchande.

Tout autre usage (habitation, commerce, stockage) est formellement interdit et entraînerait la résiliation du contrat.

Tout échange, sous-location ou cession de tout ou partie des droits concédés est rigoureusement interdit. Toutefois, il appartient à l'association « Les jardins partagés de Vieilleville » de redistribuer les espaces de jardins à ses adhérents selon son règlement intérieur.

L'occupant ne dispose en aucun cas du droit de désigner son successeur, ni d'attribuer lui-même le jardin à une personne de sa connaissance.

Article 7 : Jouissance des lieux – Relation de bon voisinage

L'occupant est tenu de veiller au bon aménagement et à la propreté du jardin mis à sa disposition et de ses abords immédiats. Il lui incombe d'entretenir l'ensemble de la parcelle louée et de la débarrasser des mauvaises herbes pour éviter leur prolifération dans les jardins avoisinants et les chemins d'accès. Il lui appartient d'entretenir ses cultures afin d'éviter tout désordre.

S'agissant d'un lieu destiné à la détente et au repos, l'occupant s'abstiendra de tous bruits excessifs et inutiles.

Article 8 : Aménagements et équipements

Les aménagements de type constructions fixes quels qu'ils soient, en maçonnerie ou similaire, sont rigoureusement interdits.

L'occupant qui contreviendrait à cette règle se verrait immédiatement prescrire la démolition de l'aménagement, à ses frais et sans indemnités, ainsi que la résiliation de la présente convention.

Il sera mis à disposition une cabane en bois d'environ 9 m², une cuve de récupération d'eau, une pompe pour le puits et un composteur. Tout cela sera installé par la commune suivant un plan validé en amont. La maintenance et l'entretien de ces équipements seront réalisés par l'association. Toutes les modifications envisagées seront transmises en amont à la commune.

Article 9 : Gestion et entretien des jardins

Une culture respectueuse de l'environnement

Le principe de ces jardins familiaux est de développer des cultures respectueuses de l'environnement.

Par conséquent, sont interdits :

- l'usage de produits phytosanitaires, de pesticides et d'engrais chimiques,
- la culture de légumes, fruits ou fleurs provenant d'organismes génétiquement modifiés (OGM).
- la culture et la consommation de plantes interdites (cannabis, plantes toxiques pour l'être humain, plantes hallucinogènes...)

Une gestion économe de la ressource d'eau

Dans un souci de préservation de la ressource et d'économie d'eau, la collectivité veillera à ce que l'usage des bonnes pratiques suivantes soient appliquées :

- utiliser en priorité les cuves de récupération d'eau de pluie existantes (eau non potable),
- arroser aux heures de faible ensoleillement pour éviter l'évaporation,
- respecter les différents arrêtés préfectoraux portant limitation ou interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département de la Loire-Atlantique.

Une gestion des déchets respectueuse de l'environnement

L'occupant s'engage à respecter la propreté des jardins familiaux :

- Pour tout déchet non végétal, chaque occupant veillera à apporter un sac et à le ramener à son domicile,
- Pour les déchets verts, un composteur est à disposition.

Gestion et entretien des parties extérieures

La commune s'engage à entretenir les abords en dehors du terrain mis à disposition pour les jardins familiaux. Ils seront entretenus par la commune suivant un cycle d'entretien des espaces communaux.

Article 10 : Assurances-responsabilités

L'occupant souscrira une assurance « responsabilité civile » couvrant les risques inhérents à son activité.

L'occupant veillera à fournir à la collectivité une attestation d'assurance à jour durant toute la durée de la convention.

L'occupant demeure seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de son usage du bien. Il assume son entière responsabilité en cas de dommages et de nuisances, pouvant survenir de son fait et de celui des membres de son association, à l'égard de tout tiers pouvant se trouver sur les lieux, ainsi que leurs biens.

Article 11 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, en cas de :

- non-observation, par l'occupant, des règles et prescriptions de la convention,
- fermeture de l'association,
- résiliation par la collectivité pour un projet d'intérêt général.

La résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, prenant effet sous 15 jours à compter de la réception de la lettre, ou avec effet immédiat dans le cas où la sécurité des biens et des personnes ne peut être garantie.

Article 12 : Règlement des litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du tribunal administratif.

Fait à Vieilleville, en double exemplaire, le

L'occupant,	La collectivité,
Madame Coraline CHATAIGNER Présidente de l'association « Les jardins partagés de Vieilleville » Signature précédée de la mention « lu et approuvé »	Madame le Maire Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-062 Autorisation de signature – convention pour l'accueil de spectacles dans le cadre de la saison culturelle 2024-2025 de Clisson Sèvre et Maine Agglo (BRAVOH !)

8.9.3

Clisson Sèvre et Maine Agglo a signé un Projet Culturel de Territoire (PCT), approuvé au Conseil Communautaire du 25 mai 2021. Le PCT est une démarche départementale, en appui avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire, pour le développement de la politique culturelle des territoires.

Dans ce cadre, plusieurs axes prioritaires ont été identifiés :

- Garantir un accès à la culture pour tous les habitants du territoire
- Explorer les originalités du territoire
- Structurer les forces vives pour le développement du territoire
- Faire de l'art et la culture un vecteur de convivialité et de lien entre les habitants
- Lier culture et projets structurants du territoire

Un chantier est apparu comme prioritaire : faire du Quatrain (dont la saison culturelle est désormais nommée BRAVOH !) une scène de territoire et proposer ainsi des spectacles de la saison culturelle en hors-les-murs, au sein des communes.

Cette saison culturelle hors-les-murs répond à plusieurs objectifs :

- Développement des activités de BRAVOH ! sur le territoire
- Irrigation du territoire
- Equilibre de la programmation

- Complémentarité avec les programmations communales (avec les saisons culturelles de Clisson et Gétigné notamment)

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques de BRAVOH ! et de la commune pour l'accueil du spectacle L'ombre des choses, par le Collectif Tangram qui se déroulera le samedi 7 décembre à 16h pour une représentation Tout public.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- AUTORISE Madame le MAIRE à signer la convention précitée et annexée à la présente délibération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.


Fait à Vieilleville, le 22 NOV. 2024

Le Maire,



Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,



Alain BOUCHER

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN



Entre

13 rue des Ajoncs – CS 89409 – 44194 CLISSON Cedex

Ci-après désigné **BRAVOH !**,

ET

1 place de la mairie, 44116 Vieilleville

Représenté par Nelly SORIN, agissant en qualité de Maire et autorisé à signer par la présente convention par la délibération du Conseil municipal du XXX

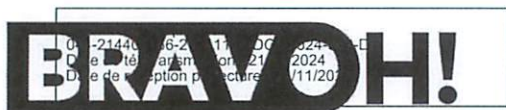
Ci-après désignée la commune,

Préambule

Clisson Sèvre et Maine Agglo a signé un Projet Culturel de Territoire (PCT), approuvé au Conseil Communautaire du 25 mai 2021. Le PCT est une démarche départementale, en appui avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire, pour le développement de la politique culturelle des territoires.

Dans ce cadre, plusieurs axes prioritaires ont été identifiés :

- Garantir un accès à la culture pour tous les habitants du territoire
- Explorer les originalités du territoire
- Structurer les forces vives pour le développement du territoire
- Faire de l'art et la culture un vecteur de convivialité et de lien entre les habitants
- Lier culture et projets structurants du territoire



Un chantier est apparu comme prioritaire : faire du Quatrain (dont la saison culturelle est désormais nommée **BRAVOH !**) une scène de territoire et proposer ainsi des spectacles de la saison culturelle en hors-les-murs, au sein des communes.

Cette saison culturelle hors-les-murs répond à plusieurs objectifs :

- Développement des activités de **BRAVOH !** sur le territoire
- Irrigation du territoire
- Equilibre de la programmation
- Complémentarité avec les programmations communales (avec les saisons culturelles de Clisson et Gétigné notamment)

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques de **BRAVOH !** et de la commune pour l'accueil du spectacle *L'ombre des choses*, par le Collectif Tangram qui se déroulera le **samedi 7 décembre à 16h pour une représentation Tout public**.

Article 2 : Engagements des parties

La commune adhère au principe de saison culturelle hors-les-murs de **BRAVOH !** et à son cahier des charges définis ci-dessous :

BRAVOH ! s'engage à programmer des spectacles dans certaines communes de son territoire dans le cadre de sa saison culturelle. Il est entendu que le choix du spectacle ainsi que son esthétique relèvent seuls de **BRAVOH !**.

BRAVOH ! s'engage pour proposer les spectacles aux communes, à :

- Irriguer équitablement le territoire (une commune n'accueillant aucun spectacle sur la saison N, sera prioritaire l'année suivante)
- Equilibrer sa programmation
- Œuvrer en complémentarité avec les programmations communales
- Proposer le cas échéant une thématique artistique du spectacle en écho ou lien avec l'activité de la commune
- Estimer les besoins techniques du spectacle et sa compatibilité avec le site d'accueil
- Estimer les besoins spécifiques d'accueil : lieux atypiques, lieux patrimoniaux, en extérieur...
- Etudier la possibilité de proposer des projets d'Education Artistique et Culturelle en lien avec les infrastructures-associations de la commune

Article 2.1 : Participation financière de la commune pour l'accueil du spectacle

La participation financière de la commune pour l'accueil du spectacle est la suivante :

1 représentation = 600 €
2 représentations = 1 000 €
3 représentations = 1 300 €
4 représentations = 1 500 €

La commune de Vieilleville accueillant une représentation(s) tout public du spectacle, sa participation s'élève à 600€.

Un atelier parent /enfant en lien avec le spectacle aura lieu à l'espace Trianon le **samedi 7 décembre de 14h à 15h30**.

Article 2.2 : Mise à disposition d'une salle et/ou d'un espace communal

Dans le cadre du spectacle **L'ombre des choses** qui se tiendra le **samedi 7 décembre à 16h**, la commune de Vieilleville s'engage à :

Cas 1 / Espace de jeu

Mettre à disposition gracieusement et en ordre de marche (rangement, ménage) :

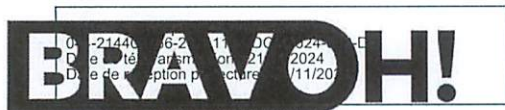
- Mettre à disposition gracieusement et en ordre de marche (rangement, ménage) sa salle communale **LE TRIANON ET LA SALLE LE LAC**, située **rue de Trianon 44116 VIEILLEVILLE**, depuis la **journée du vendredi 6 décembre à 11h**, correspondant à la phase de montage jusqu'au **samedi 7 décembre 22h** correspondant à la phase de démontage.
- Prendre en charge le coût des fluides pendant cette période (eau, chauffage, électricité)
- Mettre à disposition coffrets électriques en ordre de fonctionnement et dont les VGP sont à jour.
- Mettre à disposition une échelle 3 plans en ordre de fonctionnement pour l'équipe technique. Celle-ci s'assurera de la bonne utilisation du matériel.
- Occulter les deux skydomes (*le spectacle est à 16h*)
- Vérifier les rideaux des portes IS et des fenêtres soient bien tous fonctionnels et occultants
- Organiser et prendre en charge le nettoyage de la salle
- Réserver la salle Le lac qui servira de loges pour la compagnie accueillie.

La commune indiquera les contacts d'une personne référente pour faciliter la mise en œuvre du projet.

Une visite du site accueillant le spectacle se fera en amont, en présence de la personne référente au sein de la commune, et des équipes de **BRAVOH !**.

Une fiche technique sera annexée à la convention.

Article 2.3 : Participation financière et prise en charge de BRAVOH !



BRAVOH ! s'engage à prendre en charge :

- Le financement du spectacle (coût de cession, frais d'approche et droits voisins),
- Les frais de billetterie et de communication,
- Les frais techniques (location du matériel, embauches de techniciens),
- La coordination administrative du projet
 - Repérage et contractualisation avec la compagnie
 - En lien avec la compagnie : repérage sur site, accompagnement technique
 - En lien avec les communes : accompagnement technique

Article 3 : jauge du spectacle

Il est convenu que la jauge a été arrêtée à **100 places par représentation** pour ce spectacle

Article 4 : Billetterie – Prix des places - Invitations

BRAVOH! assurera auprès de son public, la vente de places pour les représentations prévues selon la grille tarifaire votée en conseil communautaire du 28/03/2023 et annexée à la présente convention.

Deux invitations seront prévues pour M/Mme le Maire et l'élu.e à la culture.

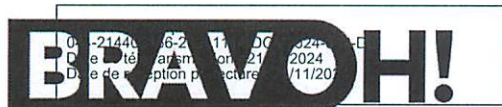
Article 5 : Communication, Relations publiques et médiation

BRAVOH ! s'engage à :

- Fournir les supports de communication (flyers, affiches...) à la commune et sera en charge de la diffusion de la communication en dehors et sur la commune.
- Présenter le spectacle programmé dans la commune au sein du Conseil Municipal et à faire un bilan avec les élus
- Dans la mesure du possible, BRAVOH ! fera également une présentation du spectacle lors des Forums des associations au sein de la commune
- Favoriser un travail de médiation et de relations publiques avec les associations, les acteurs culturels / sociaux ou éducatifs de la commune

La commune s'engage à :

- Diffuser les flyers du spectacle sur sa commune
- Mettre des affiches dans les espaces publics communaux et dans les commerces
- Diffuser la communication sur les supports print (magazine communal, plaquette de programmation...) et numériques (site internet, réseaux sociaux)



Article 6 : Règlement

Le règlement se fera par mandat administratif à l'issue de la représentation et à réception d'une facture émise par **BRAVOH !**.

Article 7 : Durée de la convention

La convention prend effet entre les parties à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au règlement par la commune.

Article 8 : Annulation pour raison Sanitaire

En cas d'annulation pour raisons sanitaires **BRAVOH !** ne demandera aucune participation à la commune.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Article 10 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Nantes. Il est convenu entre les parties qu'une solution amiable au litige devra être recherchée en amont.

Pour la commune,

Pour **BRAVOH !**,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Évelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-063 Pertes sur créances irrécouvrables et sur créances éteintes

7.10.2

Deux états de créances irrécouvrables ont été présentés par le Service de Gestion Comptable :

- Une demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 139,07 € au terme du processus de poursuites qui s'est avéré infructueux ;
- Une demande d'admission en non-valeur de créances éteintes (surendettement avec jugement de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire et effacement des dettes) pour un montant de 257,36 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- APPROUVE l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 139,07 € et l'admission en non-valeur de créances éteintes pour un montant de 257,36 €

Fait à Vieilleville, le 22 NOV. 2024

Le Maire,


Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,


Alain BOUCHER

Mise en ligne le 22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-064 Services – redevances et taxes 2025

7.1.6

Après examen des commissions municipales respectives, les tarifs pour l'année 2025 sont les suivants :

Droits de place et de stationnement	2024	2025
Commerçants forains installés en dehors du marché <i>par jour mis à disposition - forfait</i>	14 €	14 €
Cirques, ménageries, auto-tamponneuse <400 m² <i>Par journée d'occupation</i>	30 €	30 €

Droit de place pour les commerçants non sédentaires sur le marché et en dehors du marché	2024	2025
Abonnés à l'année (par m²)	0,25 €	0,25 €
Passagers (par m²)	0,50 €	0,50 €

Prix de vente des délaissés communaux	Prix par m²	
	2024	2025
A – N	0,52 €	0,52 €
AU	18 €	18 €
U	32 €	32 €

Concession cimetière Vieillevigne – tarif 2025	Nouvelle concession		Renouvellement concession	
	2 m ²	4 m ²	2 m ²	4 m ²
Concession 15 ans	123 €		123 €	
Concession 30 ans	200 €	401 €	200 €	401 €
Concession 50 ans	311 €	619 €	311 €	619 €
Exhumation à la charge de la commune en cas de procédure de reprise				

Concession cavurne (au sol pour environ 4 urnes) - tarif 2025	Nouvelle concession	Renouvellement concession
Concession 15 ans	694 €	123 €
Concession 30 ans	817 €	200 €

Concession casurne (pour environ 4 urnes) (columbarium) - tarif 2025	Nouvelle concession	Renouvellement concession
Concession 15 ans	694 €	123 €
Concession 30 ans	817 €	200 €

Concession casurne (pour environ 2 urnes) (columbarium) - tarif 2025	Nouvelle concession	Renouvellement concession
Concession 15 ans	347 €	62 €
Concession 30 ans	409 €	100 €

Frais de gardiennage d'animaux errants	2024	2025
Forfait prise en charge/jour	85 €	85 €


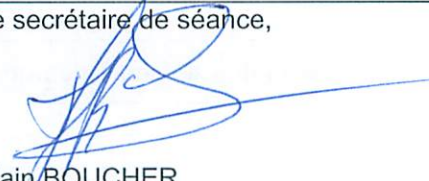
Facturation pour dépôts sauvages	2024	2025
Forfait prise en charge	215 €	215 €

Bibliothèque - Vidéothèque	2024	2025
Cotisation par famille	14 €	14 €
Forfait dégradation vidéothèque	47 €	47 €
Forfait pochette perdue ou dégradée	1 €	1 €
Forfait dégradation bibliothèque	Remplacement de l'ouvrage à l'identique	Remplacement de l'ouvrage à l'identique
Forfait carte perdue ou dégradée	1 €	1 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- APPROUVE les tarifs, redevances et taxes 2025
- PREND toutes mesures nécessaires à l'application de la présente délibération

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,  Nelly SORIN	Le secrétaire de séance,  Alain BOUCHER
---	---

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieillevigne, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-065 Fixation des tarifs 2025 de location de salles

7.1.6

La commission Bâtiments, réunie le 30 septembre 2024, propose :

- Une augmentation de 3 % sur les tarifs particuliers vieillevignois et les tarifs particuliers non vieillevignois ;
- Une augmentation de 3 % sur les tarifs associations vieillevignaises.

Si le chiffre après la virgule est inférieur à 5, le tarif est arrondi à l'entier inférieur.

Si le chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, le tarif est arrondi à l'entier supérieur.

TARIFS 2025 : VIEILLEVIGNOIS

Salles	Journée	Journée supplémentaire	Vin d'honneur mariage	Verre de l'amitié sépulture
Salle du Muscadet	108 €	41 €		
Salle Lamoricière	152 €	68 €	68 €	42 €
Salle des Mémoires	152 €	68 €	68 €	42 €
Salle des associations	108 €	41 €	68 €	42 €

Six possibilités de location de l'espace Trianon proposées

Espace 1	Salle de la Vallée
Espace 2	Salle de la Vallée + salle Trianon
Espace 3	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine
Espace 4	Salle de la Vallée + Salle Trianon + salle du Lac
Espace 5	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine + salle du Lac
Espace 6	Salle du Lac

Espaces	Journée en semaine	Journée supplémentaire du lundi au vendredi	Samedi ou dimanche	Week-end
Espace 1	152 €	60 €	152 €	212 €
Espace 2	486 €	152 €	662 €	815 €
Espace 3	589 €	268 €	886 €	1 154 €
Espace 4	589 €	268 €	886 €	1 154 €
Espace 5	722 €	327 €	1 033 €	1 360 €
Espace 6	152 €	60 €	152 €	212 €
Arrhes pour les espaces 2 - 3 - 4 - 5 : 170 € en semaine			Arrhes pour les espaces 2 - 3 - 4 - 5 : 246 € en week-end	

Tarifs en cas de casse		Caution lors de la remise des clés à l'ordre du TRESOR PUBLIC	
Verre gigogne (cave)	0,50 €	Salle du Muscadet / Salle Lamoricière / Salle des Mémoires / Espaces 1 et 6	100 €
Verre ballon	2 €		
Tasse	1,50 €	Espaces 2 - 3 - 4 - 5	800 €

En cas de ménage insuffisant ou non fait, après l'avis des services municipaux, si l'état de la salle nécessite un temps supplémentaire de nettoyage, une facturation d'un montant de 56 € par heure pour non-respect du règlement fixé par délibération sera établie.

TARIFS 2025 : NON VIEILLEVIGNOIS + ENTREPRISES

Salles	Journée	Journée supplémentaire	Vin d'honneur mariage	Verre de l'amitié sépulture
Salle du Muscadet	135 €	46 €		
Salle Lamoricière	206 €	78 €	78 €	54 €
Salle des Mémoires	206 €	78 €	78 €	54 €

Six possibilités de location de l'espace Trianon proposées

Espace 1	Salle de la Vallée
Espace 2	Salle de la Vallée + salle Trianon
Espace 3	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine
Espace 4	Salle de la Vallée + Salle Trianon + salle du Lac
Espace 5	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine + salle du Lac
Espace 6	Salle du Lac

Espaces	Journée en semaine	Journée supplémentaire du lundi au vendredi	Samedi ou dimanche	Week-end
Espace 1	206 €	65 €	206 €	271 €
Espace 2	646 €	206 €	854 €	1 060 €
Espace 3	909 €	320 €	1 203 €	1 523 €
Espace 4	909 €	320 €	1 203 €	1 523 €
Espace 5	1 095 €	387 €	1 391 €	1 778 €
Espace 6	206 €	65 €	206 €	271 €
Arrhes pour les espaces 2 - 3 - 4 - 5 : 170 € en semaine			Arrhes pour les espaces 2 - 3 - 4 - 5 : 246 € en week-end	

		Caution lors de la remise des clés à l'ordre du TRESOR PUBLIC	
Tarifs en cas de casse		Salle du Muscadet / Salle Lamoricière / Salle des Mémoires / Espaces 1 et 6	100 €
Verre gigogne (cave)	0,50 €		
Verre ballon	2 €		
Tasse	1,50 €	Espaces 2 - 3 - 4 - 5	800 €

En cas de ménage insuffisant ou non fait, après l'avis des services municipaux, si l'état de la salle nécessite un temps supplémentaire de nettoyage, une facturation d'un montant de 56 € par heure pour non-respect du règlement fixé par délibération sera établie.

TARIFS 2025 : ASSOCIATIONS

Salles	Journée
Salle du Muscadet	104 €
Salle Lamoricière	104 €
Salle des Mémoires	104 €

Six possibilités de location de l'espace Trianon proposées

Espace 1	Salle de la Vallée
Espace 2	Salle de la Vallée + salle Trianon
Espace 3	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine
Espace 4	Salle de la Vallée + Salle Trianon + salle du Lac
Espace 5	Salle de la Vallée + salle Trianon + cuisine + salle du Lac
Espace 6	Salle du Lac

Espaces	Journée en semaine	Samedi ou dimanche	Week-end
Espace 1	104 €	145 €	202 €
Espace 2	145 €	383 €	506 €
Espace 3	269 €	483 €	637 €
Espace 4	145 €	483 €	637 €
Espace 5	145 €	584 €	768 €
Espace 6	104 €	145 €	202 €

Tarifs en cas de casse		Caution lors de la remise des clés à l'ordre du TRESOR PUBLIC	
Verre gigogne (cave)	0,50 €	Salle du Muscadet / Salle Lamoricière / Salle des Mémoires / Espaces 1 et 6	100 €
Verre ballon	2 €		
Tasse	1,50 €	Espaces 2 - 3 - 4 - 5	800 €

En cas de ménage insuffisant ou non fait, après l'avis des services municipaux, si l'état de la salle nécessite un temps supplémentaire de nettoyage, une facturation d'un montant de 56 € par heure pour non-respect du règlement fixé par délibération sera établie.

Location de salle aux agents communaux : réduction de 20 % du tarif Vieilleville sur une seule salle une seule fois par an, pour évènement familial (mariage, baptême, anniversaire de l'agent ou famille directe). Aucune sous location n'est autorisée et les réservations seront à faire dans les mêmes conditions que pour l'ensemble des Vieillevignois.

Tarif vacation centre médico-social :

	TARIF 2025
Centre médico-social (vacation)	42 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité, 23 VOIX POUR Nelly SORIN, Daniel BONNET, Nelly BACHELIER, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Marie-Françoise VALIN, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Solène GODARD, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Germaine BOSSIS, Hubert POGU, Fabienne RABILLER, Evelynne RAULET.

1 ABSTENTION : Marie-Reine LANGLOIS.

3 VOIX CONTRE : André LEBRETON, Joël PHELIPPON, Sylvain MOULET.

- APPROUVE les tarifs des salles 2025
- AUTORISE Madame le MAIRE à prendre toutes dispositions nécessaires pour l'application de la présente délibération

Fait à Vieilleville, le

22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN



Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le

22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-066 Coût de l'élève École publique Paul Émile Victor – année scolaire 2023-2024

8.1.1

VU la convention du 21 mars 2012 et son avenant en date du 17 octobre 2014 relative aux relations financières entre la commune de Vieilleville et l'Organisme de Gestion des Écoles Catholiques - OGEC,

VU la proposition de la Commission Affaires Scolaires du 15 octobre 2024,

CONSIDERANT les dépenses engagées sur le budget communal de l'année scolaire 2023-2024, soit :

(hors amortissement)		du 01/09 au 31/12/2023	du 01/01 au 31/08/2024	TOTAL
60611	Eau	863,08 €	620,95 €	1 484,03 €
60612	Energie – électricité	3 081,04 €	6 960,87 €	10 041,91 €
60621	Gaz	949,05 €	17 937,10 €	18 886,15 €
60624	Produits pharmaceutiques	134,20 €		134,20 €
60631	Produits d'entretien année 2023	4 709,00 €		4 709,00 €
60632	Fournitures petit équipement	4 191,29 €	2 904,57 €	7 095,86 €
60633	Fournitures de voirie	89,03 €		89,03 €
6064	Fournitures administratives	1 351,16 €		1 351,16 €
6067	Fournitures scolaires	2 754,14 €	1 352,57 €	4 106,71 €
611	Contrat de prestation services (vérification des installations électriques et gaz + contrôle périodique des aires de jeux + dératisation)	302,40 €	656,70 €	959,10 €
615221	Entretien de bâtiments (démoussage ...)	517,20 €	4 139,30 €	4 656,50 €
61558	Entretien autres biens mobiliers (entretien du linge + réparation ordinateurs)	1 627,91 €	2 557,52 €	4 185,43 €
6156	Maintenance (photocopieur + chauffage + autolaveuse + parc informatique)	1 819,65 €	3 485,44 €	5 305,09 €
6161	Assurance des bâtiments	279,90 €	392,57 €	672,47 €
6182	Documentation	492,98 €	202,96 €	695,94 €
6251	Frais de déplacements		130,32 €	130,32 €
6262	Téléphone + internet	244,58 €	461,71 €	706,29 €
6283	Frais de nettoyage des locaux (entretien de la vitrerie intérieure et extérieure)	1 184,10 €	1 184,10 €	2 368,20 €
6284	Redevance incitative	1204,00 €	1 002,00 €	2 206,00 €
	Salaires et charges du personnel technique	899,66 €		899,66 €
	Salaires et charges des ATSEM + service entretien	97 717,77 €		97 717,77 €
6455	Assurance du personnel	2 360,18 €		2 360,18 €
65132	Bourses et prix		1 137,05 €	1 137,05 €
				171 898,05 €
		171 898,05 €	: 177 élèves =	971,18 €

Pour mémoire, le forfait adopté, lié au coût de fonctionnement, pour l'année scolaire 2022-2023 s'élevait à 973,20 €/élève.

Frais pour l'école privée Sainte Jeanne d'Arc

6558	Fournitures scolaires	9 837,62 €	40,82 € x 241 élèves
65132	Bourses et prix	1 807,50 €	7,50 € x 241 élèves
	TOTAL	11 645,12 €	: 241 élèves = 48,32 €
	Possibilité de financement	922,86 €	971,18 € - 48,32 €

La possibilité de financement communale s'élève à 922,86 € après déduction de la part fournitures scolaires, bourses et prix.

Pour mémoire, le forfait adopté communal pour l'année scolaire 2022-2023 s'élevait à 925,68 €/élève.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- ARRÊTE le coût de fonctionnement 2023-2024 d'un élève de l'école publique Paul Émile Victor à la somme de 971,18 € ;
- DIT que le montant facturé à la Commune de Montréverd sera de 4 855,90 € (5 élèves x 971,18 €) ;
- FIXE le forfait communal à verser en 2025 à l'Organisme de Gestion des Écoles Catholiques - OGEC à la somme de 922,86 € par élève.

Fait à Vieilleville, le

22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN



Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

A blue ink handwritten signature, likely of Alain Boucher, written over a rectangular box.

Mise en ligne le

22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieillevigne, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-067 Effectif scolaire : prise en charge des fournitures scolaires, classes transplantées et livres de fin d'année – année 2024-2025

8.1.1

INFORMATION DES EFFECTIFS DE L'ANNÉE 2024-2025 :

- École Paul Émile Victor : 168 élèves (177 enfants en 2023-2024)
- École Sainte Jeanne d'Arc : 247 élèves (241 enfants en 2023-2024)

VU la proposition de la Commission Affaires Scolaires réunie le 15 octobre 2024,

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE FOURNITURES SCOLAIRES :

Le montant de la prise en charge des frais de fournitures scolaires des élèves des écoles Paul Emile Victor et Sainte Jeanne d'Arc est de 41,23 €/élève (40,82 €/élève en 2023-2024) soit + 1 %.

PRISE EN CHARGE DES CLASSES TRANSPLANTÉES :

Le montant de la prise en charge des classes transplantées des écoles Paul Emile Victor et Sainte Jeanne d'Arc est de 18,10 €/élève (17,57 €/élève en 2023-2024) soit + 3 %.

PRISE EN CHARGE DES LIVRES DE FIN D'ANNÉE :

Le montant de la somme allouée au titre du prix attribué à chaque élève des écoles Paul Emile Victor et Sainte Jeanne d'Arc est de 7,50 €/élève (maintien du montant par rapport à l'année 2023-2024). Elle correspond à la valeur d'achat d'un livre remis au titre de prix de fin d'année scolaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- APPROUVE les montants de prise en charge ci-dessus indiqués

Fait à Vieilleville, le

22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN



Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le 22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-068 Versement d'une subvention exceptionnelle au Comité des Fêtes

7.5.5

Dans le cadre de la rencontre avec Vieilleville 31, la collectivité souhaite participer aux frais engagés par le Comité des Fêtes pour se rendre à VIEILLEVILLE 31 dans le département de Haute-Garonne (31).

Il est proposé au Conseil Municipal de verser au Comité des Fêtes une subvention exceptionnelle de 400 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- FIXE le montant de la subvention exceptionnelle qui sera versée au Comité des Fêtes à 400 euros ;
- AUTORISE Madame le Maire, ou son représentant, à prendre toutes dispositions pour l'exécution de la présente délibération.

Fait à Vieilleville, le

Le Maire,

Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-069 Redevance d'Occupation du Domaine Public pour les ouvrages de distribution de gaz - 2024

7.2.3

L'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz sur la commune de Vieilleville donne lieu au paiement d'une redevance (RODP) conformément à l'article R2333-114 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par le décret n° 2007-606 du 25 avril 2007.

En conformité aux informations transmises par GRDF pour l'année 2024 la redevance qui sera perçue par la commune est :

- Redevance 2024 d'occupation du domaine public		1 248 €
Linéaire occupé par les ouvrages GRDF	L	22 256 m
Coefficient de revalorisation	CR	1,42
Formule de calcul	[(0,035 x L)+100] x CR	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- VALIDE les éléments transmis par GRDF
- DIRE qu'un titre de recette pour l'année 2024 d'un montant total de **1 248 €** sera transmis à GRDF

Fait à Vieilleville, le 22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN



Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Alain Boucher, is written over the text "Le secrétaire de séance,".

Mise en ligne le

22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-070 Adhésion aux contrats collectifs de prévoyance proposés par le CDG

4.1.8

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents à effet du 1^{er} janvier 2025, le conseil municipal, par délibération du 30 mai 2024, après avis du CST a donné mandat au Centre de gestion de Loire-Atlantique, coordonnateur du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale, ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1^{er} janvier 2025.

Ainsi, les Centres de gestion et les organisations syndicales ont :

- Engagé un processus de négociation qui a abouti à un accord collectif régional en date du 9 juillet 2024,
- Lancé une consultation au niveau régional pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à des conventions de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs, de prévoyance complémentaire à compter du 1^{er} janvier 2025, adossés à celles-ci.

Cette mutualisation des risques, organisée au niveau régional, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- L'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- Un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;

- Le bénéfice de taux de cotisations négociés et maintenus pendant 3 ans.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de :

- Choisir un niveau de couverture à adhésion obligatoire pour l'ensemble des agents garantissant les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90% ou 95% des revenus nets des agents (TBI, NBI, RI) ;
- Définir la participation en tant qu'employeur, cette participation ne pouvant pas être inférieure à 50% du montant de la cotisation acquittée par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire retenu.

DELIBERE

Vu l'article 40 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L.221-1 à L.227-4 et L.827-1 à L.827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire n°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30 mai 2024 donnant mandat au Centre de Gestion de Loire-Atlantique, coordonnateur du groupement de commandes constitué des 5 centres de gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Vu l'accord collectif régional du 9 juillet 2024 relatif aux régimes de prévoyance complémentaires, à adhésion obligatoire, du personnel des Centres de Gestion des Pays de la Loire et des employeurs publics territoriaux ayant formalisé d'un de ces régimes.

Considérant l'avis de la commission du personnel du 30 septembre 2024,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité, 26 VOIX POUR Nelly SORIN, Daniel BONNET, Nelly BACHELIER, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Marie-Françoise VALIN, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Solène GODARD, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Isabelle CHANTRY, Germaine BOSSIS, Hubert POGU, Fabienne RABILLER, Marie-Reine LANGLOIS, André LEBRETON, Evelyne RAULET, Joël PHELIPPON, Sylvain MOULET.

1 ABSTENTION : Adrien REMAUD

- ADHERE à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion obligatoire afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de la collectivité de Vieilleville ;
- SOUSCRIT la garantie de base à adhésion obligatoire à hauteur de 95% du revenu net des agents en cas d'incapacité temporaire de travail ou d'invalidité à effet du 1^{er} janvier 2025 ;
- PARTICIPE financièrement à la cotisation des agents à hauteur de 50% de la cotisation sur la garantie de base, acquittée par les agents

Fait à Vieilleville, le 22 NOV. 2024

Le Maire,  Nelly SORIN	Le secrétaire de séance,  Alain BOUCHER
--	--

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Évelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-071 Approbation des nouveaux statuts de Clisson Sèvre et Maine Agglo

5.7.5

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5216-5 et L.5211-17,

VU la délibération n°24.09.2024-01 du conseil communautaire en date du 24 septembre 2024 approuvant les statuts de Clisson Sèvre et Maine Agglo,

Considérant que par délibération en date du 24 septembre 2024, le conseil communautaire de Clisson Sèvre Maine Agglo a approuvé la modification de ses statuts, et qu'il revient donc aux conseils municipaux de ses communes membres de se prononcer sur la modification envisagée,

CONSIDERANT que la présente révision des statuts et des compétences exercées par Clisson Sèvre et Maine Agglo n'entraîne aucune évaluation des charges transférées,

CONSIDERANT le projet de nouveaux statuts, ci-annexés,

Issue de la fusion des communautés de communes de la Vallée de Clisson et de Sèvre, Maine et Goulaine au 1er janvier 2017, Clisson Sèvre et Maine Agglo dispose de statuts, dont la dernière version a été approuvée par le Conseil communautaire en date du 24 septembre 2024.

Afin de prendre en compte certaines évolutions législatives et de proposer une rédaction plus précise de certains domaines de compétences de Clisson Sèvre et Maine Agglo, cette version actualisée des statuts a été préparée et présentée, dans le cadre de plusieurs réunions de travail, à l'ensemble des communes membres.

Aucun transfert de compétences nouvelles n'intervient au travers de la révision de ces statuts. Les modifications principales portent sur :

- L'ajout d'une précision en matière de « promotion du tourisme » (2.1), permettant l'intervention éventuelle de la Communauté d'agglomération en matière d'accompagnement dans le développement touristique du territoire
- L'ajout d'une précision en matière de PLU (2.2), et notamment sur la capacité d'opposition au transfert à l'EPCI pour lesquels les communes se sont prononcées,
- La précision liée à la mise en œuvre des actions à porter par la Communauté d'agglomération prévues au sein du Programme Local de l'Habitat (2.3)
- L'inscription des compétences obligatoires déjà exercées Eau (2.8), Assainissement des eaux usées (2.9) et Gestion des eaux pluviales urbaines (2.10),
- La modification, suite aux évolutions législatives, de l'intitulé « Compétences optionnelles » en « Compétences supplémentaires » (Article 3),
- Le rattachement de l'éclairage public à la compétence « voiries et parcs de stationnement d'intérêt communautaire » (3.1),
- L'ajout d'une précision concernant la mise en œuvre par la Communauté d'agglomération, d'actions découlant du PCAET (3.2),
- La reformulation de la rédaction en matière de participation financière aux cotisations d'assurance des sapeurs-pompiers volontaires du territoire (4.1),
- La reformulation de la rédaction de l'article 4.2 en matière de patrimoine bâti communautaire,
- L'ajout d'un article 4.3 concernant la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements communautaires,
- L'évolution de la rédaction de l'article 4.5 en matière d'actions culturelles,
- L'évolution de l'article 4.9 en matière de liaisons douces,
- L'ajout de l'article 4.10 concernant le PCAET,
- L'ajout de l'article 4.11 concernant la production d'énergie renouvelable, pour tenir compte des récentes évolutions législatives prévues à l'article L.2224-32 du CGCT,
- L'ajout de l'article 4.12 concernant l'emploi et l'insertion, compétence étant jusqu'alors intégrée dans l'action sociale d'intérêt communautaire.

Cette modification n'entraînant pas de transfert de charges de la part des communes membres, elle ne donnera pas lieu à une évaluation des charges transférées.

A compter de la notification de cette délibération du 24 septembre 2024 au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la modification des statuts telle qu'actée par le conseil communautaire par délibération du 24 septembre 2024.

DCM2024.11.14-071

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité, 25 VOIX POUR Nelly SORIN, Daniel BONNET, Nelly BACHELIER, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Marie-Françoise VALIN, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Solène GODARD, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Germaine BOSSIS, Hubert POGU, Fabienne RABILLER, Marie-Reine LANGLOIS, Evelyne RAULET, Sylvain MOULET.

2 ABSTENTIONS : André LEBRETON, Joël PHELIPPON.

- APPROUVE les nouveaux statuts de Clisson Sèvre et Maine Agglo.
- PRECISE que les présents statuts entreront en vigueur à compter du caractère exécutoire de l'arrêté du représentant de l'Etat.

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,  Nelly SORIN	Le secrétaire de séance,  Alain BOUCHER
---	---

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO

ARTICLE 1 : CONSTITUTION

Il est constitué entre les communes de Aigrefeuille-sur-Maine, Boussay, Château-Thébaud, Clisson, Gétigné, Gorges, Haute-Goulaine, La-Haie-Fouassière, Maisdon-sur-Sèvre, Monnières, La Planche, Remouillé, Saint-Fiacre-sur-Maine, Saint-Hilaire-de-Clisson, Saint-Lumine-de-Clisson, Vieillevigne conformément aux article L. 5216-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, une communauté d'agglomération dénommée CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO.

ARTICLE 2 : COMPETENCES OBLIGATOIRES

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO exerce de plein droit au lieu et place de ses communes membres les compétences, obligatoires au sens du II de l'article L 5216-5 du CGCT, suivantes :

2.1 En matière de développement économique :

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Sur le territoire de CSMA, la compétence « promotion du tourisme » comprend, notamment, l'accompagnement (le cas échéant par voie de subventions) des acteurs locaux du tourisme dans le développement de l'offre touristique du territoire.

2.2 En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, dans les conditions et limites fixées par la loi au titre des modalités de transfert de cette compétence et sans préjudice de la faculté d'opposition à ce transfert par ses communes membres ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;

- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

2.3 En matière d'équilibre social de l'habitat :

- Programme local de l'habitat **et mise en œuvre des actions à porter par CSMA qui y sont prévues ;**
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

2.4 En matière de politique de la ville :

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

2.5 Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

2.6 En matière d'accueil des gens du voyage :

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

2.7 Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

2.8 Eau.

2.9 Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8.

2.10 Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1.

ARTICLE 3 : COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES

La Communauté d'agglomération exerce, en outre, au lieu et place de ses communes membres, les compétences supplémentaires au sens du II de l'article L 5216-5 du CGCT suivantes :

3.1 Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

Cette compétence intègre notamment les investissements et la maintenance en matière d'éclairage public, sur le périmètre de la voirie et des parcs de stationnements d'intérêt communautaire.

3.2 En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

Cette compétence emporte mise en œuvre du PCAET au titre des actions ressortant du 4° du II de l'article 5216-5 du CGCT.

3.3 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

3.4 Action sociale d'intérêt communautaire.

ARTICLE 4 : COMPETENCES FACULTATIVES

La Communauté d'agglomération exerce, en outre, au lieu et place de ses communes membres, les compétences, supplémentaires transférée au visa des dispositions des articles L 5211-17 et L5211-17-2 du CGCT, suivantes :

4.1 En matière de défense contre les incendies :

- Participation financière au S.D.I.S. pour les centres d'intervention et de secours du territoire communautaire ;
- Renouvellement et entretien du parc des hydrants du territoire communautaire ;
- Participation au financement des cotisations d'assurance des sapeurs-pompiers volontaire du territoire.

4.2 En matière de patrimoine bâti communautaire mis à disposition auprès de l'Etat :

- Construction, gestion des locaux administratifs, et le cas échéant d'habitation associés, nécessaires à l'accueil sur le territoire des services déconcentrés de l'Etat, sous réserve d'un accord préalable du conseil communautaire pour la prise en charge des locaux concernés et dans les conditions prévues par la loi.

4.3 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements communautaires :

- Camping du Moulin, à Clisson ;
- Séchoir du Liveau, à Gorges ;
- Belvédère « le Porte-vue », à Château-Thébaud ;
- Locaux et anciens locaux administratifs et techniques.

4.4 En matière d'accessibilité aux personnes handicapées :

- Création de la Commission Intercommunale d'Accessibilité des Personnes Handicapées (C.I.A.P.H.) ;
- Constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des Transports ;
- Recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- Formulation de propositions de nature à améliorer les conditions d'accessibilité de l'existant ;
- Etude du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements de l'espace public (P.A.V.E.).

4.5 En matière d'actions culturelles :

- Prise en charge de temps d'enseignement musical en milieu scolaire pour les cours élémentaires et sur le temps libre ;
- Participation à la prise en charge de temps d'enseignement de la danse en milieu scolaire ;
- Soutien à l'organisation de manifestations culturelles et aux évènements visant un large public et intéressant plusieurs communes ;
- Actions de valorisation du patrimoine local : gestion du Musée du Vignoble Nantais, élaboration du label Pays d'art et d'histoire.

4.6 En matière d'innovation numérique :

- Soutien au développement du numérique sur le territoire communautaire (infrastructures et usages).

4.7 En matière de services funéraires :

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'un crématorium.

4.8 Animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (SAGE) situés sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

4.9 En matière de liaisons douces :

- Elaboration et mise en œuvre d'un schéma vélo intercommunal ;
- Création, gestion et entretien des sentiers de randonnées pédestres inscrits au PDIPR, sous réserve pour les nouvelles inscriptions d'un avis favorable du Conseil communautaire ou de l'instance déléguée.

4.10 En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

- Mise en œuvre du PCAET pour les actions à porter par CSMA qui dépassent le champ de la compétence supplémentaire du 4° du II de l'article 5216-5 du CGCT.

4.11 Intervention dans le domaine des énergies renouvelables, dans les conditions fixées par la loi, sans préjudice de la compétence propre des communes membres en la matière.

4.12 Emploi et insertion, dont participation financière, notamment, à la Mission locale pour la qualification et l'insertion professionnelle et sociale et participation au comité territorial pour l'emploi ou équivalents.

4.13 En matière d'études d'intérêt communautaire :

- Conduite de toutes études et prospectives intéressant le territoire de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 5 : MUTUALISATION ET CONTRACTUALISATION

5.1 Adhésion à des structures intercommunales

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO a la faculté d'adhérer à toute structure intercommunale relevant de ses compétences et présentant un intérêt communautaire.

5.2 Mutualisation des services et des moyens

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO peut mettre temporairement ses services à la disposition des communes membres, dans les domaines de compétence conservés par elles, selon les règles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle peut se doter de services communs avec les communes membres, en dehors des compétences transférées, et partager avec elles des moyens matériels, selon les règles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

5.3 Contractualisation

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO est habilitée à effectuer des prestations de services pour le compte d'un autre établissement de coopération intercommunale, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées et selon les règles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle a également la faculté de créer avec tout autre établissement de coopération intercommunale une entente intercommunale, sans personnalité morale, sur les objets d'utilité intercommunale compris dans les compétences qui lui sont transférées.

Elle est également habilitée à constituer des établissements publics locaux (E.P.L.) avec les communes membres ou d'autres établissements de coopération intercommunale, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées.

ARTICLE 6 : SIEGE

Le siège de la CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO est fixé au 13 rue des Ajoncs 44190 CLISSON ;

ARTICLE 7 : DUREE

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 8 : ASSEMBLEE DELIBERANTE

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO est administrée par un Conseil communautaire composé du nombre de délégués fixé par le Code général des collectivités territoriales, sauf accord local adopté par les communes membres dans les conditions de majorités fixées par le même code.

La représentation de chaque commune s'effectue sur la base des populations municipales authentifiées par le plus récent décret publié.

ARTICLE 9 : BUREAU

Le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil. Cela dans les limites prévues dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales lors de chaque réunion obligatoire. Le Président ou le Bureau rend compte au Conseil de ses travaux.

ARTICLE 10 : CONFERENCE DES MAIRES

La conférence des maires est composée de tous les maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération. Elle a pour objet essentiel d'examiner des sujets d'intérêt communautaire et peut faire des propositions au Bureau sur ces sujets.

ARTICLE 11 : COMMISSIONS

Le nombre des Commissions et leur secteur de compétences sont déterminés par le Conseil communautaire de CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO, et intégrés dans le règlement intérieur.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Les recettes du budget de la CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO comprennent :

1°) Les ressources fiscales mentionnées dans les dispositions du Code général des Impôts ;

- 2°) Le revenu des biens meubles, ou immeubles, de la Communauté d'Agglomération ;
- 3°) Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 4°) Les subventions de l'Etat, de la région, du département, et des communes ;
- 5°) Le produit des dons et des legs ;
- 6°) Le produit des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés ;
- 7°) Le produit des emprunts.

ARTICLE 13 : RECEVEUR COMMUNAUTAIRE

Les fonctions du receveur de CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO sont assurées par le comptable désigné par Monsieur le Préfet.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS DE COMPOSITION ET DE FONCTIONNEMENT

Les modifications aux conditions initiales de composition (admission de nouvelles communes, retrait de communes adhérentes), d'attribution, de fonctionnement et de durée de CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO sont régies par la législation en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 15 : REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur adopté par le Conseil communautaire précisera l'organisation et le fonctionnement des institutions de CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Évelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-072 Présentation du rapport d'activité 2023 de Clisson Sèvre Maine Agglo

5.7.8

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-39,

CONSIDERANT le rapport d'activité 2023 de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexé,

CONSIDERANT les comptes administratifs 2023 de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexés,

L'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, aux maires de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- PREND CONNAISSANCE du rapport retraçant l'activité 2023 de Clisson Sèvre et Maine Agglo ainsi que de ses comptes administratifs.

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le

22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

Activité de l'horizon en préfecture
Classe de l'horizon en préfecture
Classe de l'horizon en préfecture



Clisson Sévère et Maine Agglo

Rapport d'activités 2023

www.clissonsevremaine.fr



Soirée d'information
4 Mars 2024
8 Mars 2024
17 Mars 2024

1	2	3	4	5	6
LE MOT DU PRÉSIDENT	RETOUR SUR L'ANNÉE 2023	LE TERRITOIRE	LA GOUVERNANCE	LES COMPÉTENCES	LES COOPÉRATIONS TERRITORIALES
page 3	pages 4 et 5	page 6	page 7	page 8	page 9
7	8	9	10	11	12
LES MOYENS FINANCIERS	LES MOYENS HUMAINS	LES SERVICES RESSOURCES	LE LIEN COMMUNES / AGGLO	UNE AGGLOMERATION ENGAGÉE	LES MARQUES PUBLIQUES
pages 10 - 11	page 12	page 13	page 14	pages 15 - 18	pages 19 - 25



ÉDITO

Des bases solides pour agir

Lors du premier mois de mandat en 2020, je nous avons donné deux objectifs. Le premier, structurer et stabiliser une bonne collectivité, le plein d'années et d'années. Le second, engager de grandes transformations pour notre territoire en matière de climat, de mobilité, d'aménagement, de cadre de vie.

Aujourd'hui, les compétences de l'Agglo ont été renforcées par les compétences de la commune de Savre Maine. Cette fusion nous permet de disposer d'une politique globale cohérente. Un travail inédit aux yeux du grand public mais tellement essentiel pour garantir un service public de qualité et réajusté dans un respect d'équité constructive avec ceux qui l'encadrent au quotidien. Les agents de l'Agglomération. Collectivement, nous avons basé notre collectivité à la fois sur la compétence et la compétence. Nous nous donnons les moyens d'agir.

En 2022, nous avons élaboré et présenté notre Projet de territoire. Une feuille de route ambitieuse qui nous a permis de présenter nos actions en matière d'environnement, de déchets, de qualité de l'eau, de politique de logement, de mobilité. 2023 a été la grande année du Projet de territoire avec des réalisations concrètes sur les mobilités, la préservation de notre patrimoine en tant que territoire rural, des actions relatives dans ce rapport d'activités.

Nous avons su répondre à nos attentes et explorer de nouvelles modalités d'actions dans un esprit d'échanges et de concertation. Je peux citer pour exemples les réflexions autour de la culture et de la médiation pour mettre à disposition les habitants, les agriculteurs, nos partenaires. Les actions des filières de transformation et de distribution. Je pense aussi au travail réalisé sur le Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés. Un processus du plus d'un an pour mettre les habitants dans la réflexion et dans l'action.

Des bases solides, un espace de nouvelles opportunités. L'Agglomération est plus que jamais engagée dans ce projet de territoire, avec comme fil conducteur, qualité de vie et avenir durable pour la commune et pour le territoire.

Jean-Guy Cornu,
Président de Clisson Savre Maine Agglo

Les faits marquants de l'année



DU 21 AU 25 MARS
Portes ouvertes du
Lieu d'Accueil des Parents (LAP)



31 MARS ET 1^{ER} AVRIL
Handball dans les
centres aquatiques



1^{ER} AVRIL
Mise en œuvre du nouveau
règlement des déchets



1^{ER} AVRIL
Entrée en application de
la nouvelle réglementation
Autorisation du
droit des sols



AVRIL
Nouvelle plateforme
d'accueil des
transports scolaires



16 MAI
Fin du parcours
d'insertion des
collégiens : 1^{er} au théâtre

**DE FÉVRIER
À MAI,
PUIS DE FIN
AOÛT À DÉBUT
OCTOBRE**
Distribution
de 423 000 bûches
chauffage





3 JUIN
3 000 spectateurs pour
Paradise est 13 Remouillé

13 JUILLET
Création de la société
d'économie sociale
Clisson Sèvre et Loire
Tourisme

22 SEPTEMBRE
Signature du Contrat
de Développement
"Centre Loire-Atlantique"
avec la Région et les
intercommunalités du
bassin de mobilité

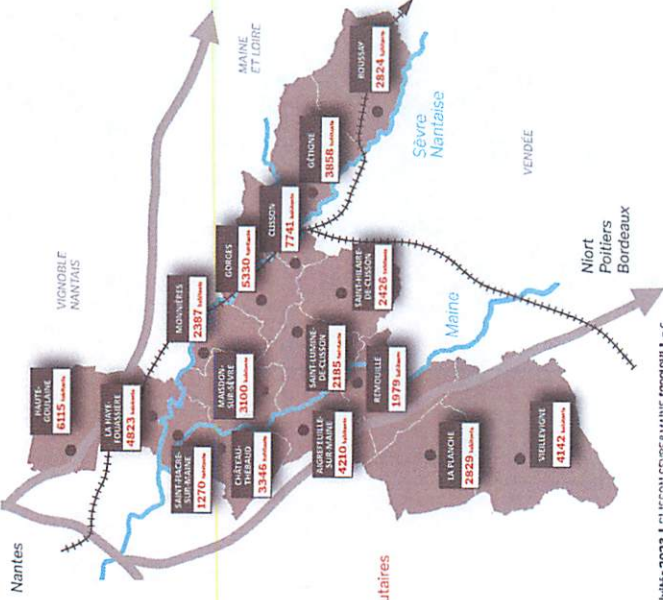
11 OCTOBRE
Conférence "Dev'air"
sur le thème de la
mobilité
comment accompagner
nos ados* à Remouillé
par Jocelyn Lachance

NOVEMBRE
1er Débat des citoyens et eau
rassemblant 49 citoyens

5 DÉCEMBRE
Forum Eau 2023 sur le
thème des transitions
écologiques et du climat avec
l'intervention du GIEC
des Pays de la Loire

Clisson Sèvre et Maine Agglo Carte d'identité au 31 décembre 2023

- QUELQUES CHIFFRES :**
- 16 communes
 - 58 565 habitants
 - 30 954 hectares
 - 27 parcs d'activités
 - 5 236 entreprises
 - 50 délégués communautaires
 - 170 agents



LES ENTREPRISES SENSIBILISEES AUX TRANSITIONS

- L'exploratrice Déborah Pardo, invitée de l'Agglo le 8 juin lors de La Rencontre éco
- 2^e édition de la Semaine des transitions du 25 au 29 septembre
- 1^{re} édition du Parcours transition écologique suivie par 7 entreprises



Les instances communautaires

Les instances communautaires permettent de garantir la représentativité des habitants, la transparence et le débat d'idées. Quatre instances sont au cœur de la collectivité et assurent son bon fonctionnement.



Le Conseil communautaire, instance de décisions

Le Conseil communautaire est composé de 50 conseillers élus au suffrage universel lors des élections municipales. Le nombre de représentants par commune est fonction du nombre d'habitants. Le Conseil communautaire est l'organe de décision des décisions et des budgets. Il s'est réuni à sept reprises en 2023.



Le Bureau communautaire, instance de décisions, de mise en œuvre et de coordination

Le Bureau communautaire est composé du Président et de 14 Vice-présidents élus par le Conseil communautaire. Il coordonne l'action de la collectivité et la mise en œuvre des projets. Il peut prendre des décisions par délégation du Conseil communautaire.



Les commissions thématiques, instances de propositions

Espaces d'informations, d'échanges, de réflexions et de propositions, les commissions sont composées d'élus communautaires et municipaux (un représentant titulaire et un suppléant par commune). Elles étudient les propositions et donnent leur avis sur les sujets qui touchent à leur domaine d'intervention. Des conseils d'exploitation contrôlent, quant à eux, la gestion des services publics industriels et commerciaux.



La Conférence des Maires, instance d'échanges

Installée en 2023, la première Conférence des Maires s'est tenue en mai 2023. Elle réunit les Maires des communes membres. Lieu d'échanges et de coordination, cette instance a vocation à débattre des sujets d'intérêt commun et à définir des actions des communes et de l'intercommunalité. La Conférence des Maires s'est réunie cinq fois en 2023.

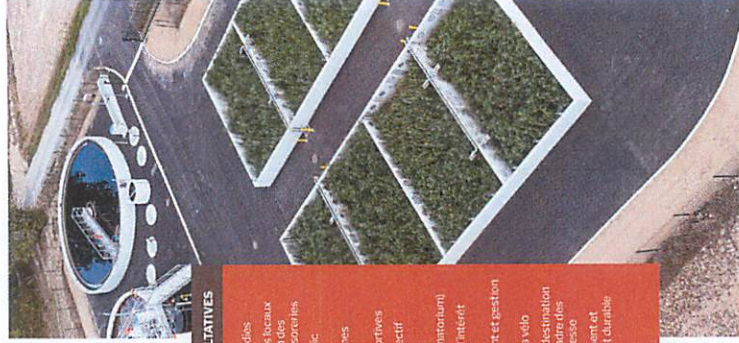
de la Communauté d'agglomération

(statuts adoptés en Conseil communautaire le 22 février 2022)

COMPÉTENCES OBLIGATOIRES
<ul style="list-style-type: none"> • Développement économique et touristique • Aménagement de l'espace : planification territoriale, plans de déplacements, d'aménagement, organisation de la mobilité • Équilibre social de l'habitat : politique d'habitat, aménagement du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire • Politique de la ville : dispositifs de développement urbain, de développement local et d'insertion sociale et professionnelle, de la délinquance • Accueil des gens du voyage • Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations • Collecte et traitement des déchets • Eau • Assainissement des eaux usées • Gestion des eaux pluviales urbaines

COMPÉTENCES OPTIONNELLES
<ul style="list-style-type: none"> • Voirie et parcs de stationnement • Environnement : lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, maîtrise de la demande d'énergie • Construction et gestion d'équipements sportifs (stades, centres aquatiques...) • Action sociale d'intérêt communautaire : petite enfance, enfance, jeunesse, inter-génération

COMPÉTENCES FACULTATIVES
<ul style="list-style-type: none"> • Défense contre les incendies • Construction, gestion des locaux de service et d'habitation des communaires et des résidents communautaires • Réseaux d'éclairage public • Accessibilité aux personnes handicapées • Actions culturelles et sportives • Assainissement non collectif • Innovation numérique • Services funéraires (crématorium) • Etudes et perspectives d'intérêt communautaire • Protection, aménagement et gestion de l'eau • Liaisons douces : schéma vélo • Transports des élèves à destination des piscines et dans le cadre des activités enfance et jeunesse • Politique de développement et d'aménagement global et durable du Pays



ITI-FEDER (FONDS EUROPÉENS)

Partenaire : Union européenne
Enveloppe : 1 650 000 €

Projets financés : Aménagements cyclables, rénovation énergétique d'équipements (mairies, salles des fêtes), franchissement



ITI-FEDER (FONDS EUROPÉENS)

Région des Pays de Loire
Partenaire : Union européenne

45 000 €

Enveloppe: 1650 000 €

Projets financés : Rénovation énergétique (écoles, mairies, salles des fêtes...)



ITI-FEDER (FONDS EUROPÉENS)

Région des Pays de Loire
Partenaire : Union européenne

45 000 €

Enveloppe: 1650 000 €

Projets financés : Aménagements cyclables, rénovation énergétique d'équipements (mairies, salles des fêtes), franchissement de la Sèvre au niveau du 1^{er} niveau...



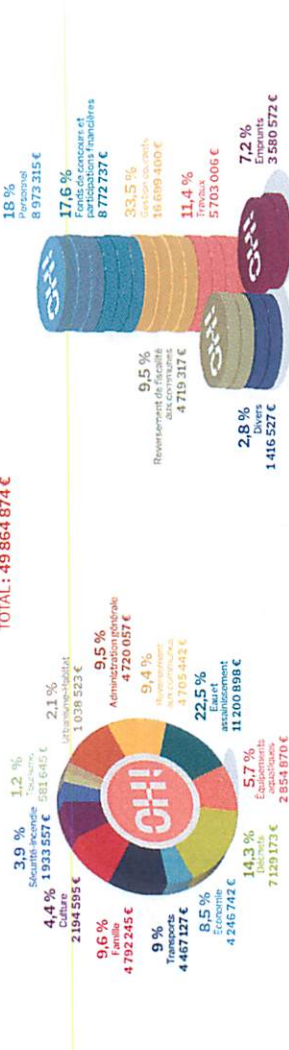
2023 I CLISSON SEVRE-MAYNE FOGGELI I p 9

Le budget 2023
de la Communauté d'agglomération

Le budget 2023
de la Communauté d'agglomération

DÉPENSES (par politique publique)

TOTAL: 49 864 874 €



LES PRINCIPAUX ENJEUX

- [illegible]

LES PRINCIPAUX ENJEUX

- | | | | | | |
|---|--|---|--|--|---|
| • S'ajoute au contexte inflationniste, aux tensions économiques et énergétiques en particulier sur les entreprises. | • Attirer, engager et traduire concrètement les orientations prises à travers le Projet de territoire. | • Dépenses de fonctionnement par habitant 98 € | • Recettes de fonctionnement par habitant 899 € | • Dépenses de fonctionnement et remboursements de la dette / recettes de la dette / recettes de fonctionnement 82 % | • Dépenses de fonctionnement |
| • Continuer d'investir pour renouveler les équipements, améliorer les services, les déplacements, les actions en faveur de l'environnement et de la | • Conserver une maîtrise du fonctionnement par la mise en œuvre de | • Profit des impositions directes par habitant 299 € | • Recettes de l'Etat (dotation globale de fonctionnement) par habitant 54 € | • Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal 0,88 | • Encours de la dette financière relative au fonctionnement 47 % |
| • Assumer notre rôle | | • Dépenses de fonctionnement par habitant 692 € | | | • Taux d'équipement brut 0,11 |



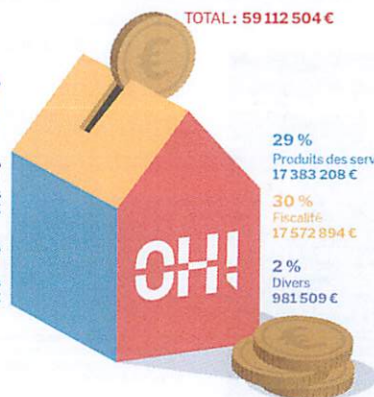
RÉCETTES

TOTAL : 59 112 504 €

2 %
Ventes de terrains
économiques
1192 028 €

11 %
Redevance et
recyclage déchets
6 495 590 €

26 %
Dotations
et subventions
15 487 275 €



29 %
Produits des services
17 383 208 €

30 %
Fiscalité
17 572 894 €

2 %
Divers
981 509 €

LES OBJECTIFS

- Stabiliser les compétences et les missions
- Rechercher des subventions et des recettes
- Optimiser les dépenses
- Travailler sur le pacte financier et fiscal
- Ajuster les politiques tarifaires
- Agir sur la fiscalité



UNE SITUATION FINANCIÈRE SAIN

La prospective financière initiée en 2020 a été actualisée en 2023, afin d'anticiper au mieux les impacts de la crise énergétique, de l'inflation et la couverture des besoins de financement des projets communautaires :

- Un fonds de roulement de près de **17,5 millions d'euros**
- Un solde de la section de fonctionnement en nette progression, qui s'établit à environ **15,3 millions d'euros**, renforçant ainsi la capacité d'autofinancement des investissements
- Une capacité de désendettement qui reste contenue à **5 années**



DES LEVIERS DE FINANCEMENT ACTIVÉS

- Création d'une cellule de gestion des fonds européens et politiques contractuelles, afin de mobiliser des soutiens financiers aux projets de l'Agglo et des communes (lire aussi p.9)
- Maîtrise des coûts de fonctionnement par des investissements sur nos équipements
- Une hausse de la fiscalité ménages et entreprises pour :
 - dimensionner l'offre de services aux évolutions démographiques ;
 - faire face aux hausses de coûts liées à l'inflation en particulier sur les fluides (+6% en 2023, +4% en 2024, +3% en 2026) ;
 - financer de nouvelles actions d'accompagnement des habitants et des entreprises dans leurs transitions (rénovation énergétique, stratégie de développement économique, actions pour favoriser les filières courtes...).

FISCALITÉ	2024	2023
Foncier bâti	2,67 %	2,84 %
Foncier non bâti	6,89 %	6,82 %
Cotisation foncière des entreprises	26,86 %	26,59 %



Les services qui composent l'Agglo

Pour exercer toutes les missions qui lui sont confiées dans le cadre des compétences transférées par les communes membres, la Communauté d'agglomération emploie environ **170 professionnels** qui travaillent en étroite collaboration avec les élus.

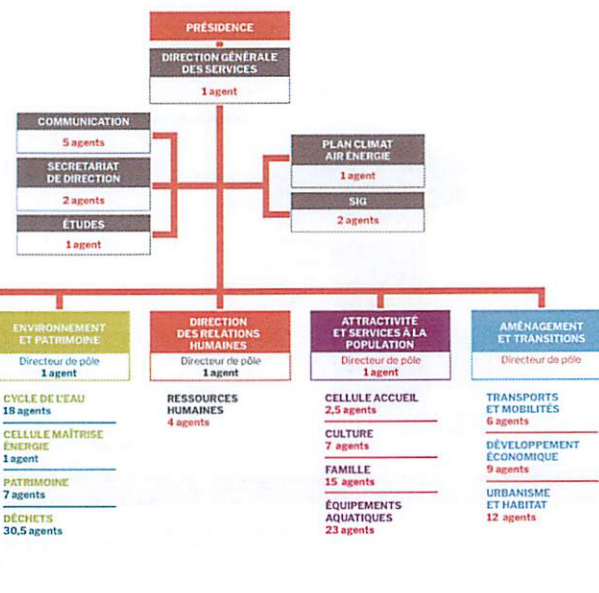
89
femmes
78
hommes

167
agents permanents

209
contrats temporaires

154
emplois équivalents temps plein

42 ans
de moyenne d'âge



Des ressources au service des politiques publiques

Pour déployer ses actions et assurer une qualité de service auprès des habitants et des usagers, Clisson Sèvre et Maine Agglo s'appuie sur une communauté de métiers. Parmi eux, les services transversaux et fonctions supports, indispensables pour accompagner les équipes opérationnelles, veiller au bon fonctionnement de la collectivité et garantir le respect de ses droits et obligations.



LE SERVICE INFORMATIQUE ET PROJETS NUMERIQUES

Facilite et sécurise le travail des agents au quotidien pour un service public moderne et accessible.



LE SERVICE MARCHES PUBLICS ET AFFAIRES JURIDIQUES

Sécurise le fonctionnement et les instances de l'agglomération, veille au respect du cadre réglementaire et juridique applicable aux établissements publics de coopération intercommunale.



LA CELLULE FONDS EUROPEENS ET POLITIQUES CONTRACTUELLES

Recherche des financements auprès des partenaires institutionnels et accompagne le montage des dossiers de subvention.



LE SERVICE D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG)

Développe et actualise des outils de gestion et d'observation cartographique fiables pour l'Agglo et les communes.



LE SERVICE COMMUNICATION

Produit et diffuse une information claire, accessible et multicanale sur l'offre de services publics et les projets menés par l'Agglomération auprès des usagers, des élus, des partenaires.



LA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

Organise, forme, accompagne les équipes de Clisson Sèvre et Maine Agglo dans leurs métiers, leurs carrières, leurs évolutions.



LA DIRECTION GÉNÉRALE

Organise et garantit une gestion saine et équilibrée de la collectivité au service des usagers et du territoire.



LE SERVICE FINANCES

Assure le bon fonctionnement et l'équilibre financier de l'Agglo.



LA CELLULE ACCUEIL GÉNÉRAL

Assure l'accueil physique, répond aux questions, informe et oriente les usagers vers les bons services et interlocuteurs.



LA REPRÉSENTATION DES COMMUNES

- Conseil communautaire
- Commissions
- Conseils d'exploitation
- Groupes de travail



LES CONTRIBUTIONS ET CONSULTATIONS

- Projet culturel du territoire (PCT)
- Programme local de l'habitat (PLH)
- Plan climat air énergie territorial (PCAET)
- Plan global de déplacement (PGD)



LES ÉCHANGES ET PARTAGES D'INFORMATION

- Réunion des Directions générales des services
- Groupes thématiques : services techniques, finances, communication
- Espace élus : extranet de l'Agglo
- Espace DGS et DST : extranet de l'Agglo
- Communiqués d'information
- Emailing élus
- La Rencontre élus rassemblant tous les élus du territoire



LES SUPPORTS À DISPOSITION

- Livret de présentation L'interOH
- La pochette d'accueil
- L'extranet de l'Agglo Powah



DES SERVICES COMMUNS OU MUTUALISÉS

- Service Autorisation du droit des sols
- Service de Conseil en énergie partagé



LES FORMATIONS ET OUTILS

- Fonctionnement de l'Agglo : présentation du rapport d'activités annuel dans les conseils municipaux
- Formations communes
- Ateliers, applications et données géographiques (SIG)



LES GROUPEMENTS DE COMMANDE

- Sites Internet
- Entretien voirie
- Contrôle périodique des bâtiments



UNE AGGLOMÉRATION ENGAGÉE

Une agglomération engagée

Le projet de territoire en actions

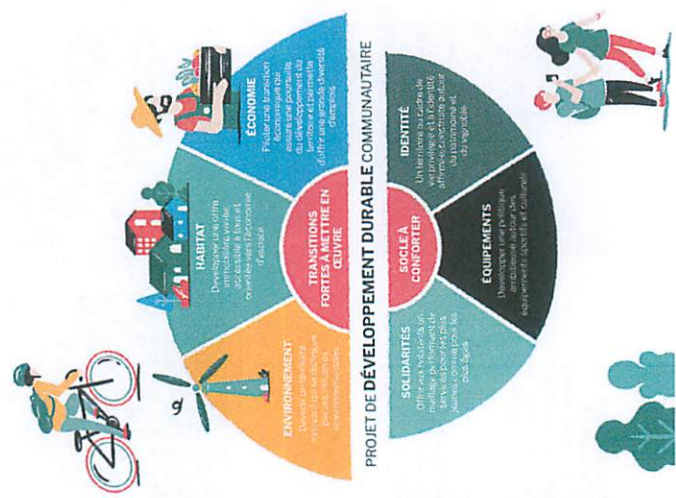
Fruit de plusieurs mois de travail, d'échanges et de concertation, le **Projet de territoire de Clisson-Bevré et Maine Agglo** a été finalisé et approuvé en septembre 2022. Cette feuille de route guide l'action et les projets de la collectivité.

Quelles sont les transformations à opérer et les projets à mener sur notre territoire ? Comment envisageons-nous l'amélioration de nos vies dans nos communes ? Quels sont les obstacles à surmonter pour faire de Clisson-Bevré et Maine Agglo un territoire d'avenir ?

Clisson-Bevré et Maine Agglo ont défini ses priorités stratégiques et ses priorités d'actions. Objectif : assurer un développement dynamique, durable et équilibré de notre territoire et préserver notre cadre de vie. Une analyse financière fine et détaillée a été menée pour donner à la collectivité les moyens de concrétiser ces actions.



Rapport d'activités 2023 | CLISSON-BEVRÉ-MAINE AGGLO | p.16



S'ENGAGER DANS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MAÎTRISÉ DU TERRITOIRE

Devenir un territoire innovant qui se distingue par ses initiatives environnementales

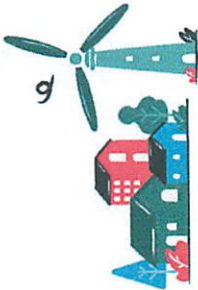
- Développer une offre de mobilité durable
- Engager la transition énergétique du territoire
- Préserver, améliorer la qualité de nos ressources en eau
- Réduire et mieux valoriser la production de déchets

Développer une offre immobilière accessible à tous et orientée vers l'économie d'espace

- Développer une politique d'aménagement et de logement sous l'angle de la transition énergétique et la sobriété foncière
- Diversifier l'offre de logement pour un habitat adapté aux différents besoins, de qualité et accessible à tous
- Offrir des solutions pour l'hébergement des jeunes actifs
- Faciliter le maintien à domicile des personnes âgées

Piloter une transition économique pour assurer le développement du territoire et offrir une diversité d'emplois

- Développer une offre foncière, immobilière et de services pour accompagner les évolutions de secteur économique et de temps
- Soutenir et accompagner les porteurs de projets et les innovations
- Développer un territoire d'accueil pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire
- Maintenir la diversité du tissu économique
- Soutenir les entreprises agricoles et viticoles dans leur développement et leurs transitions
- Ancrer la dynamique touristique du territoire en s'appuyant sur nos atouts : le patrimoine, la nature, la viticulture et la vitalité du tissu associatif



CONFORTER NOTRE OFFRE DE SERVICES ET CULTIVER NOS SPÉCIFICITÉS

Offrir aux habitants un maillage de services performant

- Adapter les services aux familles (petite enfance, enfance, jeunesse), aux évolutions démographiques et sociales
- Renforcer le lien intergénérationnel
- Accompagner les aînés dans leur recherche de services

Développer une politique ambieuse autour des équipements sportifs et culturels

- Développer une politique sportive, éducative et ludique autour des centres aquatiques
- Déployer une offre culturelle de proximité et favoriser les pratiques artistiques et culturelles
- Faire émerger les écoles de musique sur l'ensemble du territoire

Affirmer l'identité et le bien-vivre sur le territoire

- Développer les circuits courts et de proximité
- Valoriser et préserver les atouts du territoire, son patrimoine matériel et immatériel, ses paysages



PCAET, notre plan d'actions pour le climat

En 2021, sous l'impulsion de l'Agglomération et des communes et en concertation avec les acteurs locaux, un Plan climat air énergie territorial a été adopté. Ce plan d'actions vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, développer les énergies renouvelables et maîtriser les consommations d'énergie. Des objectifs qui irriguent toutes les politiques publiques déployées par les collectivités, l'Agglomération et les communes.

DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

- Réduire de 23 % les consommations d'énergie, tous secteurs confondus d'ici 2030 et de 53 % d'ici 2050
- Couvrir 42 % de nos besoins énergétiques par des énergies renouvelables d'ici 2030, 100 % d'ici 2050 (11 % en 2020)
- Diminuer de 31 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 70 % d'ici 2050

SEPT AXES STRATÉGIQUES

- 1 Mobiliser et sensibiliser les acteurs du territoire
- 2 Engager l'intercommunalité et les communes dans une démarche d'exemplarité
- 3 Se déplacer sobriement sur le territoire
- 4 Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- 5 Développer et soutenir une économie locale et durable
- 6 Développer le potentiel d'énergies renouvelables du territoire
- 7 Atténuer la vulnérabilité et adapter le territoire au changement climatique



Chaque année, Clisson Sèvre et Maine Agglo élabore un Rapport de Développement Durable. Un document à retrouver sur www.clissonsevremaine.fr rubrique l'Agglo, Rapport d'activités.

Ces documents stratégiques qui orientent l'action de l'Agglomération

Sur les grandes politiques publiques, Clisson Sèvre et Maine Agglo dispose de documents cadres, travaillés avec les communes, les partenaires et les acteurs locaux. Parmi ces documents stratégiques :

- le Programme local de l'habitat
- le Projet culturel de territoire
- le Plan global de déplacements
- la stratégie de développement économique

LES POLITIQUES PUBLIQUES

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information
Document released pursuant to the Access to Information Act
Date de publication : 27/05/2024
Date of release : 27/05/2024



Environnement et patrimoine

PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

En matière de déchets, Clisson Sévère et Maine Agglo agit à la fois sur la collecte et le traitement des déchets produits par les usagers, mais également sur la prévention et la réduction des déchets à la source.

Rapport d'activités 2023 | CLISSON SEVÈRE & JAYNE TROUCHI | p. 20



Prévention : la concertation



Mieux trier et mieux valoriser

La collecte sélective est engagée dans l'élaboration d'un document guide pour réduire les déchets. Mémoires et Assemblées (PLPMA). Cette démarche est menée en concertation avec les associations et partenaires du territoire, afin de croiser les points de vue et de s'assurer que les idées et propositions des acteurs du terrain. Lors de deux ateliers, quatre thématiques ont été abordées : la consommation responsable, le gaspillage alimentaire, la valorisation des biodéchets et le recyclage. Ils ont été complétés en novembre par une enquête téléphonique auprès des habitants visant à identifier les actions et services permettant de réduire et de mieux trier les déchets. Ce plan sera voté en 2024.

se met en place

À LA UNE



Un équilibre budgétaire fragile mais attentif

Les coûts pour transporter et traiter les déchets mais aussi les taxes sur les déchets enfouis ou incinérés connaissent de fortes hausses. Pour garantir la qualité du service, l'agglo a adapté sa grille tarifaire avec une augmentation de 11 %. Une décision qui s'accompagne de nombreuses actions pour réduire la production de déchets et développer de nouvelles filières de valorisation.



Valorisation des déchets

79,6 % des déchets ménagers et assimilés, hors gravats et déchets dangereux ont été valorisés en tant que compostant et broyant les végétaux. La collectivité est au-delà des objectifs annoncés par la Loi de Transition Énergétique qui vise 65 % en 2025.



L'installation de composteurs collectifs se poursuit

Des points d'apport volontaire pour les déchets alimentaires relient le territoire pour proposer une solution aux habitants qui n'ont pas de jardin pour composter. Un nouveau site a été créé à Clisson en 2023 (quartier du Lycée Aimé Césaire).

EN CHIFFRES

23 113
bacs jaunes distribués

25 984 tonnes
de déchets collectés
(contre 35 101 tonnes en 2022)

444 kg
de déchets/habitant (contre 602 kg en 2022)

82 kg / hab / an
d'ordures ménagères déposées dans le bac gris (moyenne nationale 250 kg)

261 kg
de déchets/habitant en déchèterie (contre 409,5 kg en 2022)



PROJETS 2024

Appréhension 2024 : réorganisation des services collectifs.

Revue des objectifs de la PPDMA : finalisation des objectifs et rédaction du plan d'actions.

Réorganisation du service afin d'équilibrer la part des équipements et des équipements publics et de la part du public.

Environnement et patrimoine

CYCLE DE L'EAU

Pour préserver et garantir la qualité de la ressource en eau et de nos milieux aquatiques, l'Agglomération a fait le choix de maîtriser l'ensemble de la filière : de la distribution de l'eau potable à l'assainissement collectif et individuel en passant par la prévention des inondations et la gestion des eaux pluviales et des milieux aquatiques.

À LA UNE

Des travaux pour préserver la ressource

En 2023, l'Agglomération a souhaité amplifier son programme d'investissement avec pour objectifs d'améliorer à la fois la distribution de l'eau mais également sa qualité.

La mise à jour de la carte des ressources pour respecter les normes de distribution et de traitement des eaux. Parmi les chantiers majeurs, on peut citer la mise en séparatif du quartier du Fier des pommerais à Clisson. En 2023, les travaux ont porté sur la séparation des eaux pluviales et des eaux usées, la pose d'un réseau d'eau potable, rue du docteur Boute.

La nouvelle station d'épuration à Remouillé, à peine ouverte, le service a travaillé en 2023 à la construction d'un équipement du même type à Boussay. Cette future station, de même type à Boussay, permettra de répondre à l'évolution démographique de la commune tout en proposant un traitement des eaux usées beaucoup plus performant que l'actuelle lagune.



Des travaux sont engagés sur les réseaux et les stations d'épuration.



-  **Assainissement non collectif : mise en place de pénalités financières**
Les premières pénalités financières ont été adressées fin 2023 aux habitants ne disposant pas d'installation (projet direct au milieu naturel) ou n'ayant pas réalisé les travaux de réhabilitation suite à un achat immobilier. Cette mesure coercitive vise à reconstruire la qualité de l'eau du territoire, nos masses d'eau étant en mauvais état physico-chimique et bactériologique en Loire-Atlantique.
-  **Eau potable : mise en place de la tarification incitative**
Avec la prise de compétence eau potable, l'Agglo a harmonisé les tarifs de l'eau à tous les abonnés, tout en encourageant une consommation responsable. La collectivité applique désormais un tarif progressif. Le principe : au-delà d'un certain volume consommé, le tarif augmente.
-  **Lancement du schéma directeur eaux usées et eaux pluviales**
Ce document permet la programmation d'actions et de travaux en matière d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales. La stratégie de gestion de ces eaux et la programmation des travaux associés pour améliorer les réseaux y sont inscrits. Il vise ainsi à protéger les milieux aquatiques et à améliorer l'efficacité des systèmes d'assainissement, en définissant les priorités d'intervention sur le territoire.

EN CHIFFRES

4 544
installations d'assainissement individuel

31
stations d'épuration

440 km
de réseau d'assainissement collectif

21 200
abonnés au service d'assainissement collectif

779 km
de réseau de distribution d'eau potable

Entre **85 et 95 %**
de rendement du réseau d'eau potable selon les secteurs

PROJETS 2024

-  Lancement d'un schéma directeur en eau potable.
-  Lancement de la maîtrise d'œuvre de la mise en séparatif du quartier des Fleurs à Gorges.
-  Renouvellement de 3,5 km de réseau d'eau potable à Saint-Hilaire-de-Clisson.
-  Poursuite de la structuration du service.

Environnement et patrimoine



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La diminution des consommations d'énergie et le développement des énergies renouvelables sont des objectifs majeurs du Plan climat air énergie territorial (PCAET) adopté en 2021. L'Agglo et les communes ont fait le choix d'une action coordonnée pour apporter des réponses cohérentes et efficaces, à court et moyen terme.

À LA UNE

Agglo et communes pour un schéma directeur des énergies renouvelables
Lancé en 2023, le Schéma directeur des énergies renouvelables s'écrit à 17 (les 16 communes et l'Agglomération). Une étude précise et de terrain a été menée pour identifier les sites et les potentiels de production des différents types d'énergies renouvelables, commune par commune. En parallèle de ce travail de repérage et d'analyse, les élus et techniciens de l'Agglo et des communes sont allés à la rencontre de collectivités voisines pour échanger sur le fonctionnement, la rentabilité, les modes de gestion de projets déjà mis en œuvre (parc éolien, photovoltaïque au sol, ...). Cette phase de diagnostic et d'acculturation a permis de dresser un état des lieux précis du potentiel de production sur le territoire. La démarche va se poursuivre en 2024 avec des études de faisabilité pour chacun de ces projets. Un préalable pour permettre à chaque collectivité d'élaborer sa stratégie de déploiement des énergies renouvelables à court et moyen termes (5 à 10 ans).

Premier Défi énergie et eau
Pour cette première édition du Défi énergie et eau proposé par Clisson Sèvre Maine Agglo, 49 foyers ont relevé le pari de diminuer leurs consommations de chauffage, d'électricité et d'eau du 1^{er} décembre 2023 au 30 avril 2024. Cinq mois de défis et d'animations pour partager et échanger les bons gestes, les bonnes habitudes, les équipements à mettre en place.

49 foyers du territoire ont participé à la 1^{ère} édition du Défi énergie et eau.



Un accompagnement mutualisé des collectivités

En 2022, Clisson Agglo et les communes ont créé un service de Conseil en énergie partagé. Ce service a pour mission de accompagner les collectivités en énergie pour les constructions et les rénovations. En 2023, 4 audits énergétiques ont été réalisés et 9 projets de rénovation ont été construits. Les collectivités ont été accompagnées à différents stades.

Maîtriser les consommations d'énergie des équipements communaux

L'agglo a déployé de nombreux outils pour maîtriser ses consommations et ses dépenses : optimisation de l'éclairage public sur les places d'activités, organisation des cours pour optimiser les températures des bassins dans les piscines, mise en place de dispositifs d'optimisation des consommations électriques et de fluides dans tous les équipements.

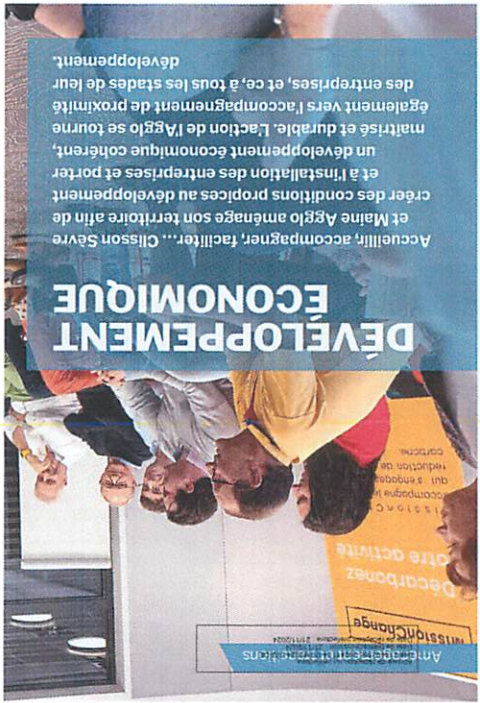


Faciliter la mise en œuvre des projets de rénovation

Accompagner les communes dans la mise en œuvre des projets de rénovation de bâtiments publics.

Lancer la 2^e édition du Défi énergie et eau

Diagnostiquer le bilan énergétique des communes et lancer des projets de rénovation.



Accueillir, accompagner, faciliter... Clisson Sèvre et Maine Agglo aménage son territoire afin de créer des conditions propices au développement et à l'installation des entreprises et porter un développement économique cohérent, maîtrisé et durable. L'action de l'agglo se tourne également vers l'accompagnement de proximité des entreprises, et ce, à tous les stades de leur développement.

Transition écologique : un programme pour accompagner les entreprises

Cette collaboration inédite a permis de proposer un accompagnement complet et adapté aux spécificités des entreprises. L'agglo, en collaboration avec l'association Mission Changement, a mis en place un parcours de huit mois visant à réduire durablement les émissions de CO₂ des entreprises. Ce programme a été conçu par un bien carbone d'entreprise exhaustive et pose les bases d'une stratégie d'entreprise responsable et d'un plan d'action opérationnel. Ce travail a été enrichi de temps collectifs pour se challenger, s'inspirer et créer des synergies. Un programme d'accompagnement pour son expertise et son approche à la fois individuelle et collective.

Une nouvelle stratégie touristique

C'est en 2022 que le projet de laire du Vignoble nantais une destination touristique a été lancé. Un diagnostic et des échanges ont été menés avec des acteurs locaux sur la place du tourisme dans le développement du territoire. Ce travail, administré par Clisson Sèvre et Maine Agglo et la Communauté de Communes Sèvre et Loire a abouti, en 2023, à la définition d'un cadre stratégique pour le développement touristique et la création d'une Société Publique locale Clisson Sèvre Loire Tourisme. Placée et mise en œuvre par cette nouvelle instance, la construction de la destination touristique et ager sur l'offre touristique et repenser la gouvernance et l'organisation de la filière. Parmi les chantiers d'affaires, l'accompagnement, les bords de Loire, Clisson et le Héloïst.

AUTRES FAITS 2023



L'alter éco étoffe son offre

Un an après l'ouverture de l'alter éco, Clisson Sèvre et Maine Agglo ajuste et développe son offre. De nouvelles formules de coworking ont été mises en place pour s'adapter aux besoins, qu'ils soient ponctuels, réguliers ou permanents.



La Semaine des transitions, fer de lance des animations 2023

Afterwork, témoignages, conférences, ateliers, tables-rondes : sept animations ont rythmé cette 2^e édition de la Semaine des transitions en septembre 2023. Un événement qui s'inscrit dans un programme d'une vingtaine d'animations menées tout au long de l'année, destinées aux entreprises, sur des thèmes qui font l'actualité (recrutement, cybersécurité, management, ...).



Externalisation de la gestion du Camping du Moulin

Au terme de plusieurs mois de procédure, Clisson Sèvre et Maine Agglo a confié l'exploitation et le développement du Camping du Moulin - à Clisson - à la société Onycamp. Il prend la forme d'un contrat de location de 18 ans permettant à Onycamp de développer un projet durable, axé sur un concept de camping nature.

EN CHIFFRES

27
parcs d'activités

5 236
entreprises sur le territoire
dont 903 sur les parcs d'activités

712
entreprises créées en 2023

104
entreprises accompagnées par le service
Développement économique

14 911
nuitées au Camping du Moulin



PROJETS 2024



Déploiement de
la stratégie de
développement
économique



Réalisation de
l'inventaire des
parcs d'activités
économiques



Développement de
l'offre de services de
l'alter éco



Définition
d'un schéma
d'accompagnement
des créateurs
et repreneurs
d'entreprises



Mise en œuvre de la base
de données à l'échelle de
l'Agglomération

TRANSPORTS ET MOBILITÉ

À travers la mise en place d'aides au covoiturage et au vélo, l'aménagement de pistes cyclables et l'accompagnement des employeurs, Clisson Sèvre et Maine Agglo encourage et favorise l'usage des modes de transports doux, sobres et partagés pour les déplacements du quotidien.

À LA UNE

Les premières actions d'une stratégie mobilité repensée

L'Agglo a donné une nouvelle impulsion à sa politique mobilité en élargissant son champ d'actions et en se dotant de nouveaux moyens. Pour stimuler le covoiturage, un accompagnement gratuit a été mis en place pour les employeurs. À Haute-Goulaine, le premier Plan de mobilité employeur en commun a été lancé à La Lande Saint-Martin. Ici, c'est à l'échelle d'un parc d'activités et avec les employeurs que les actions se réfléchissent. En 2023, l'Agglo a investi le champ du transport collectif en posant les bases d'une première ligne de bus entre la Gare de Clisson et Gétigné qui sera mise en service en septembre 2024. Enfin, des vélos cargos et rallongés sont venus étoffer l'offre de vélos à assistance électrique en location. Pour financer ces projets, l'Agglo a instauré le versement mobilité, une contribution des employeurs publics et privés de plus de 11 salariés dont les recettes sont exclusivement dédiées aux mobilités.



À Haute-Goulaine, les entreprises de La Lande Saint-Martin élaborent conjointement leur plan de mobilité employeur.

Agriculture et Alimentation

Promouvoir une agriculture de proximité, c'est soutenir une économie et des emplois locaux. C'est aussi s'interroger sur la saisonnalité de notre assiette et encourager la consommation de produits locaux.

À LA UNE

Des enquêtes menées pour établir un état des lieux
 Au printemps 2023, Clisson Sévère et Maine Agglo ont lancé plusieurs enquêtes pour connaître la situation agricole sur le territoire. Ces enquêtes ont permis de recueillir les avis des producteurs, des consommateurs, des élus et de la population. Elles ont également permis d'établir un état des lieux des filières courtes.

Denis Gallé, l'un des gérants de La Ferme de la Forêt à Vieilleville, a témoigné en tant qu'éleveur indépendant.



Faciliter la transmission des exploitations
 L'Agglo a noué un partenariat avec la Chambre d'agriculture pour faciliter la mise en œuvre de projets de transmission. Des ateliers de concertation ont été organisés pour accompagner les agriculteurs dans leur projet de transmission. Ces ateliers ont permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des agriculteurs. Ils ont également permis de définir des actions concrètes pour faciliter la transmission.



Rendez-vous des acteurs économiques
 Le 14 décembre, les acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire ont participé à un rendez-vous des acteurs économiques. Cette rencontre a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des acteurs économiques. Elle a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.

Temps d'échanges avec les partenaires institutionnels
 Le 14 décembre, les acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire ont participé à un temps d'échanges avec les partenaires institutionnels. Cette rencontre a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des partenaires institutionnels. Elle a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.



Des habitants motivés pour consommer local
 Le 25 mai 2023, une vingtaine d'habitants ont participé à un atelier de concertation pour définir des actions concrètes pour encourager la consommation de produits locaux. Cet atelier a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des habitants. Il a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.



Temps d'échanges avec les partenaires institutionnels
 Le 14 décembre, les acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire ont participé à un temps d'échanges avec les partenaires institutionnels. Cette rencontre a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des partenaires institutionnels. Elle a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.

EN CHIFFRES

40 producteurs de produits alimentaires en vente directe
785 agriculteurs à l'emploi dans le secteur agricole et l'alimentation
79 % des 134 agriculteurs, éleveurs, viticulteurs, arboriculteurs ont répondu à l'enquête

LES PROJETS 2024

Elaboration d'un plan d'action pour le territoire
 Le 14 décembre, les acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire ont participé à un atelier de concertation pour élaborer un plan d'action pour le territoire. Cet atelier a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des acteurs institutionnels, professionnels et associatifs. Il a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.

Reconquête de la qualité de l'eau
 Le 14 décembre, les acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire ont participé à un atelier de concertation pour reconquérir la qualité de l'eau. Cet atelier a permis d'établir un état des lieux des besoins et des attentes des acteurs institutionnels, professionnels et associatifs. Il a également permis de définir des actions concrètes pour répondre à ces besoins et attentes.

À LA UNE

Une compétence enfance qui prend corps
 Clisson Sévère et Maine Agglo, compétentes en matière d'enfance, financent les 13 accueils de loisirs du territoire. Si chaque structure demeure indépendante dans sa gestion, elle s'inscrit dans une logique de complémentarité et de partage. Ces derniers mois, la collectivité a travaillé à structurer et enrichir ce réseau. En 2023, des concrétisations ont vu le jour.



120 animateurs ont participé à la 1^{ère} journée pédagogique intercommunale en mai 2023.



AUTRES FAITS 2023



Soutenir les professionnels

L'agglomération apporte un soutien aux professionnels, qu'ils œuvrent auprès des tout-petits ou des plus grands : temps forts et ateliers de médiation, journées pédagogiques et journée ressource pour les animateurs enfance et jeunesse.



Accompagner la parentalité

Les outils de la parentalité s'ont co-construits par des événements offrant des temps de partage entre parents et enfants (matinée Jeunes en famille, soirée Comprendre pour s'entendre), mais aussi des rencontres et des conférences (le santé mentale des ados, les écrans, l'accompagnement parental, ...).



Faire des adolescents des adultes responsables

S'il'Agglomération souhaite permettre aux jeunes de découvrir de nouveaux lieux ou activités, elle leur offre un espace de dialogue et de réflexion pour rendre les adolescents acteurs de leurs projets. Recherche d'un hébergement, des activités, budget sont préparés par les jeunes, avec le soutien des animateurs. Des actions d'autofinancement permettent de diminuer le coût du séjour, tout en responsabilisant les adolescents.

EN CHIFFRES

452

animations proposées aux 364 assistantes maternelles

325

enfants différents accueillis au LAEP, lors de 178 séances

13 accueils de loisirs

- 4 000 enfants accueillis
- 666 000 heures d'accueil
- 789 enfants partis, lors de 41 séjours

15 espaces-jeunes

- 1 118 adhérents
- 619 jeunes partis, lors de 43 séjours



PROJETS 2024



Petit enfance : valorisation du métier d'assistante maternelle, renouvellement du projet du Réseau Petite Enfance.



Enfance : formation pour les élus, mise à jour de l'information des tarifs.



Jeunesse : renouvellement du matériel pour la gestion des espaces-jeunes.

CULTURE

Forte d'une programmation riche et d'actions culturelles en développement, Clisson Sèvre et Maine Agglo veille à rapprocher la culture des habitants et rayonne au-delà de son territoire. C'est aussi au travers de son soutien aux écoles de musique que l'Agglomération développe son projet culturel.

À LA UNE

Avec Topoli, créer du lien et mettre le territoire à l'honneur

L'année 2023 restera marquée par la 1^{re} édition de Topoli, le regard sur le territoire. L'Agglomération a souhaité inviter des artistes à poser leur regard sur le territoire. Un territoire à la fois riche, diversifié et complexe. Un territoire où se croisent de nombreuses associations et de nombreux habitants. La collectivité a ainsi rempli les objectifs fixés dans son Projet Culturel de territoire : créer du lien, valoriser le territoire et proposer des événements fédérateurs.

Plusieurs propositions ont été reçues. Parmi elles, celle de l'artiste d'origine



AUTRES FAITS 2023



Soutenir les écoles de musique

La collectivité poursuit son soutien aux écoles de musique. En 2023, un plan de soutien a été mis en place. La fusion des écoles de musique Sèvre et Maine Agglo a également été accompagnée par l'Agglomération.



Faire découvrir le spectacle vivant aux plus jeunes

Comme chaque année, le service culturel a permis aux enfants et adolescents de découvrir le spectacle vivant et de bénéficier de séances sur temps scolaire et de parcours éducatifs artistiques et culturels.



EN CHIFFRES

27 spectacles

5942 billets édités

8 communes ont accueilli un spectacle décentralisé

3 000 spectateurs lors de ParadisoFest à Remouillé

1 600 adhérents à l'association de Sèvre et Maine Agglo

LES PROJETS 2024

Préparation de la 2^e édition de Topoli

Mettre en œuvre le plan de soutien aux écoles de musique et à la fusion d'une nouvelle stratégie de communication

Fusion effective des écoles de musique Sèvre et Maine Agglo à la rentrée 2024-2025

ÉQUIPEMENTS AQUATIQUES

À travers ses deux équipements aquatiques Aqua'val, l'agglomération facilite l'apprentissage de la natation par tous. Elle développe également une offre sportive, de loisirs et de bien-être.

À LA UNE

Des piscines accessibles à tous

L'agglomération met un point d'honneur à faire de ses établissements aquatiques des lieux ouverts à tous, accueillant des personnes à mobilité réduite. Depuis septembre 2023, les piscines Aqua'val ont été entièrement rénovées, permettant à ce public de poursuivre ses activités aquatiques. Cette rénovation a été adaptée et de profiter des bénéfices de la piscine Aqua'val. Les deux piscines ont été rénovées, les deux piscines ont été rénovées, les deux piscines ont été rénovées.



AUTRES FAITS 2023



Aqua'val Sèvre : préparer l'avenir

Une mission portant sur des travaux à Aqua'val Sèvre a débuté en 2023. Elle permet de préparer l'avenir de l'équipement aquatique clissonais.



Se former à l'aisance aquatique

Un partenariat avec le CREPS (Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive) a permis de former 23 personnes - dont 4 agents de l'agglomération - à l'aisance aquatique. En 2023, 23 personnes - dont 4 agents de l'agglomération - ont été formés à l'aisance aquatique.



Former des nageurs sauveteurs

En partenariat avec l'UDPS-44, la collectivité a financé la formation de 10 nageurs sauveteurs. Cette nouvelle offre de formation facilite l'accès à Aqua'val.

EN CHIFFRES

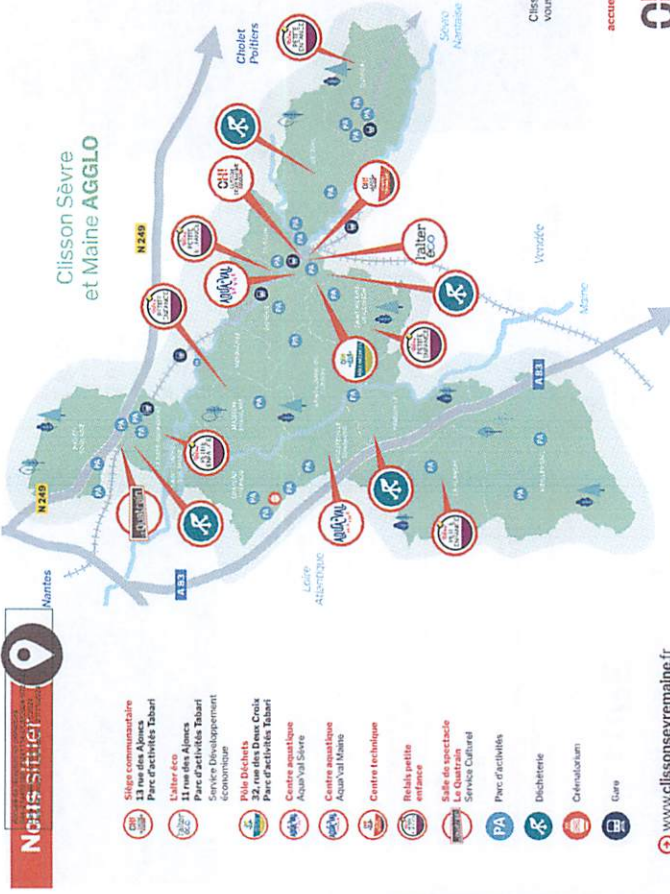
172 000
entités, soit une hausse de 10 %
par rapport à 2022

25 000
adhésions acquises

1 167
adhésions aux activités,
soit un taux de remplissage de 85 %

LES PROJETS 2024

- Faire des Jeux olympiques et paralympiques le fil rouge des animations.
- Pour créer et développer la politique sport-santé : ouverture de nouvelles offres aux personnes à mobilité réduite.
- Valider le projet de travaux à Aqua'val Sèvre.
- Politique de sobriété : investissement matériel, sensibilisation des nageurs...



Nous contacter :
Clisson Sèvre et Maine AGGLO
Vous pouvez nous joindre par téléphone du lundi au vendredi de 9h à 17h30
ou par email : accueil@clissonsevremaine.fr

13 rue des Abbees
44100 CLISSON-SEVRE-MAINE
02 40 54 73 15
www.clissonsevremaine.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-073 Clisson Sèvre et Maine Agglo – Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public déchets – Année 2023

8.8.2

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article D2224-3,

VU la délibération de Clisson Sèvre et Maine Agglo, en date du 25 juin 2024, approuvant le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public déchets,

CONSIDERANT le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public déchets de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexé,

L'article D2224-3 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Il indique, dans une note liminaire :

- la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;
- le prix total de l'eau et ses différentes composantes, en utilisant les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du présent code.
- le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement, en utilisant les indicateurs mentionnés à l'annexe XIII.

Est présenté au conseil municipal le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public déchets de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- PREND ACTE du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public déchets de Clisson Sèvre et Maine Agglo
- DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN



Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le

22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

**Rapport sur le Prix et la Qualité
du Service Prévention et Gestion des Déchets en 2023**

**Un service qui s'adapte
aux enjeux environnementaux,
financiers et aux besoins des usagers**

La stratégie déchets en 2023

- Donner aux habitants **les moyens de réduire et mieux valoriser** leurs déchets
 - Réduire le volume de déchets en particulier en déchèteries
 - Améliorer la qualité du tri
 - Travailler en concertation sur un plan local de prévention des déchets avec les partenaires
 - Mieux valoriser les déchets notamment les déchets alimentaires
- Investir pour conserver une **qualité de service** aux usagers et les conditions de travail des agents
- **Maîtriser les coûts**

Les mesures majeures prises en 2023

• La collecte des emballages

- Distribution des bacs jaunes

Améliorer les conditions de travail des agents de collecte
Faciliter le geste de tri pour éviter des surcoûts de traitement (110 000 €/an)
Supprimer les sacs jaunes à usage unique
Faciliter l'entretien des espaces publics

• Les accès en déchèteries et Haltes éco-tri

- Des déchèteries et Haltes éco-tri recentrées vers les particuliers

Limiter les dépôts de déchets verts et de gravats dont les coûts de traitement pèsent sur les usagers

Fermer l'accès aux professionnels et les orienter vers des filières de traitement et de valorisation spécifiques et adaptées

Installation de barrières pour limiter l'accès aux véhicules de plus de 2,20 m

- 12 passages compris dans l'abonnement

Un nombre de passages en cohérence avec la fréquentation moyenne des déchèteries et haltes éco-tri

Ne plus faire peser l'effort financier sur l'ensemble des usagers en faisant contribuer davantage les plus gros utilisateurs

Une stratégie qui a porté ses fruits

En 2023, un habitant du territoire produit 444 kg de déchets ménagers et assimilés par an

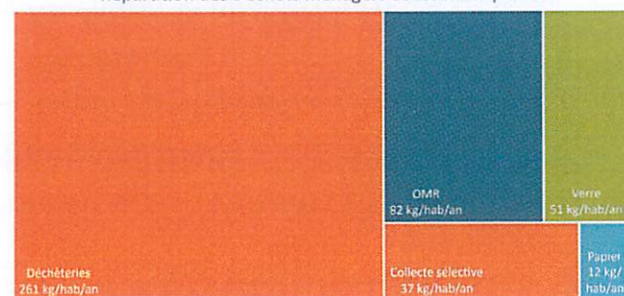
- La quantité en déchèteries est passée de 409,5 kg en 2022 à 261 kg en 2023 par habitant.
La moyenne nationale est de 218 kg /hab /an.

- La quantité d'ordures ménagères résiduelles est de 82 kg/hab/an

→ parmi les meilleures performances au niveau national

Cependant, encore 1/3 de ces OMR sont composées de restes alimentaires et de gaspillage alimentaire

Répartition des Déchets ménagers et assimilés par flux

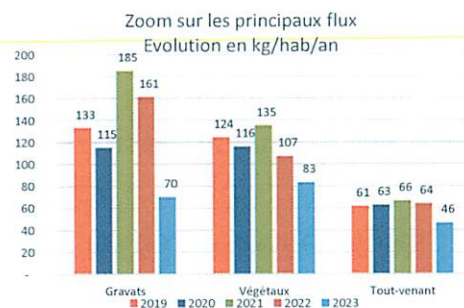


→ 79,6 % des déchets ménagers et assimilés sont valorisés (hors gravats et déchets dangereux)

Une stratégie qui porte ses fruits

En déchèteries et Haltes éco-tri

- **Diminution des dépôts :**
 - Gravats : - 62 %
 - Déchets verts : - 38 %
 - Tout venant : - 30 %
- **Pas d'augmentation significative des dépôts sauvages observée sur le territoire**
- **Nombre de passages cohérent**
 - En moyenne 6 passages par hab./an
- **Des mesures bénéfiques pour les usagers**
 - Accès amélioré

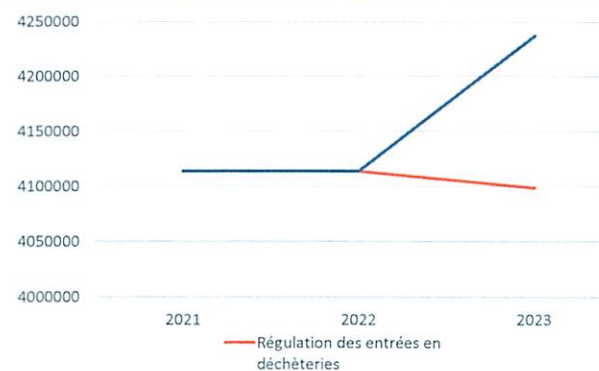


Une stratégie qui porte ses fruits

En déchèteries et Haltes éco-tri

• Maitrise des coûts

Coût en fonctionnement avec et sans régulation des entrées en déchèteries et Haltes éco-tri



Si nous n'avions pas régulé les entrées des déchèteries, une augmentation de 3 % aurait été visible

Une stratégie qui porte ses fruits

Collecte des emballages

- **Passage en bac**
 - Tous les logements individuels et les professionnels dotés
 - Des bacs adoptés par les habitants
 - Fin de l'utilisation de sacs jaunes à usage unique
 - Une amélioration des conditions de travail des agents de collecte

- **Nouvelles collectes**

Des aléas en 2023 : phase de tests, des tournées à redimensionner à la quantité de déchets

Une stratégie qui porte ses fruits

Prévention

- **Lien avec les partenaires**
 - Présentation de la démarche du PLPDMA aux partenaires le 14 février
 - Visite des sites de Valor3e avec les partenaires le 14 avril
- **Poursuite de la démarche du PLPDMA**
 - Organisation d'un atelier le 5 juillet avec les partenaires sur la consommation responsable et gaspillage alimentaire et le 11 octobre sur la valorisation des biodéchets et le réemploi
 - Une enquête téléphonique réalisée en novembre 2023 auprès des usagers sur la réduction, le tri des déchets et les attentes en matière d'information et de communication
 - Organisation de 3 COPIL : le 20 septembre, le 18 octobre et le 13 décembre



Une stratégie qui porte ses fruits

Financièrement

• Un contexte tendu

- Hausse des charges générales liée à la hausse du coût de l'énergie et à l'évolution de la TGAP (taxe de l'État sur chaque tonne de déchet envoyée en enfouissement)
 - Charges d'entretien conséquentes, faute d'investissements
 - Charges de personnel en hausse par rapport à 2022 : hausse des arrêts et accidents de travail, postes pourvus
 - Année marquée par une forte inflation
- Objectif du service : maîtriser la hausse des coûts

Zoom sur la redevance

Financièrement

• L'abonnement annuel finance l'ensemble des services

Pour équilibrer son budget et continuer d'investir pour assurer un service de qualité aux usagers, la part fixe de l'abonnement déchet a augmenté de **11 % en 2023**.

- La facture annuelle moyenne pour un ménage de 1 à 3 personnes donnant droit à un bac de 120 L (68% des foyers) avec 6 levées par an (moyenne) s'élève à 203 €/an (182,6 € en 2022)
- La facture annuelle moyenne pour un ménage de 4 à 6 personnes donnant droit à un bac de 180 L (23% des foyers) avec 8 levées par an (moyenne) s'élève à 258 €/an (232,2 € en 2022)

Se stabiliser et s'ajuster en 2024

- **Poursuivre les évolutions du service Prévention et Gestion des Déchets :**

- Optimiser les coûts de traitements et de transports
- Optimiser et améliorer la collecte en porte-à-porte
- Maintenir un service de qualité en cohérence avec les usages et investir pour :
 - Renouveler le parc de colonnes et déployer de nouveaux points d'apports volontaires sur le territoire
 - Développer de nouveaux services pour réduire les déchets à la source (déchets verts et alimentaires notamment)
 - Prévoir le renouvellement des équipements (camions, bennes...)
 - Poursuivre les aménagements nécessaires en déchèteries et haltes éco-tri pour l'accueil et la sécurité des usagers

11

Se stabiliser et s'ajuster en 2024

En déchèteries et Haltes éco-tri

- **Simplification des modalités d'ouverture en déchèteries et Haltes éco-tri**
 - Harmonisation des horaires des 4 sites
 - Une organisation spécifique sur l'été :
 - Information simplifiée pour les usagers
 - Des meilleures conditions de travail pour les agents
 - Rendez-vous pour les véhicules de plus de 2,20 m
- **Lancement d'une étude sur une nouvelle Halte éco-tri et travaux de mise en sécurité et conformité des sites**



12

Le Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)

- Un plan d'actions pour accompagner les habitants dans la réduction des déchets et une meilleure valorisation.

7 axes pour proposer des actions :

- ☐ Sensibiliser les publics
- ☐ Consommer responsable
- ☐ Lutter contre le gaspillage alimentaire
- ☐ Réduire les biodéchets et déchets verts
- ☐ Augmenter la durée de vie des produits,
- ☐ Les déchets des entreprises
- ☐ L'exemplarité des collectivités

Objectif réduire la quantité de déchets :
→ moins de 440 kg/ hab/an

Avec une adoption du Programme début 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-074 Clisson Sèvre et Maine Agglo – Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public assainissement collectif – Année 2023

8.8.1

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article D2224-3,

VU la délibération de Clisson Sèvre et Maine Agglo, en date du 24 septembre 2024, prenant acte du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif,

CONSIDERANT le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexé,

L'article D2224-3 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Il indique, dans une note liminaire :

- la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;
- le prix total de l'eau et ses différentes composantes, en utilisant les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du présent code.
- le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement, en utilisant les indicateurs mentionnés à l'annexe XIII.

Est présenté au conseil municipal le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- PREND ACTE du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public assainissement collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo
- DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le 22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

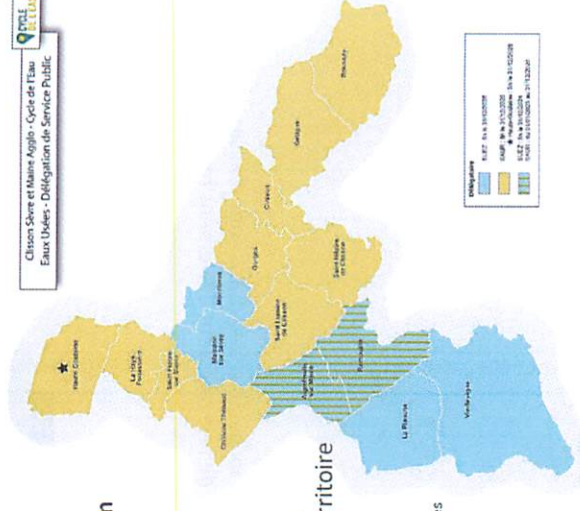
L'assainissement sur le territoire en 2023

Quelques chiffres :

- 21 204 abonnés - 50 abonnés par km
- 31 stations d'épuration
- 422 km de réseau d'eaux usées

Le service en quelques mots :

- Le service est confié à SUEZ et SAUR selon les zones géographiques du territoire
- Les prestations suivantes :
 - Gestion du réseau de collecte des eaux usées (surveillance, curage, réparations, etc.)
 - Gestion des postes de relèvement des eaux usées
 - Dépoullition des eaux usées
 - Transport et épandage des boues produites
 - Gestion du service client et de la facturation
 - Renouvellement des équipements



II. Les actualités 2023

• Pluviométrie très importante

Le réseau d'assainissement influencé par cette pluviométrie.
Une très nette hausse des volumes transitant sur les réseaux et reçus en entrée des stations d'épuration.

• Lancement du schéma directeur assainissement

Le schéma directeur assainissement sur l'ensemble des communes de Clisson Sèvre Maine Agglo a démarré en 2023, mené par le bureau d'étude EGIS.
Le diagnostic du réseau existant mettra en évidence les insuffisances et établira un programme pluriannuel de travaux ou de restructurations.
Une visite complète des ouvrages a été réalisée fin 2023.

• Effluents non domestique

Travail d'identification des entreprises réalisés en 2023 pour pouvoir mieux gérer l'impact de leurs rejets sur les systèmes d'assainissement.
Cette gestion passera par la mise en place d'autorisations de déversements, notamment pour les rejets impactant (graisses, hydrocarbures, produits chimiques...).

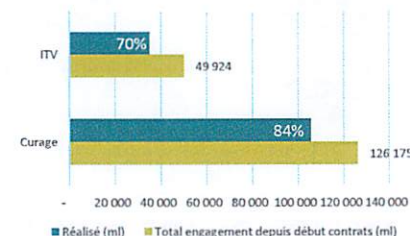
III. Patrimoine et exploitation

Quelques chiffres :

- 31 stations d'épuration
- 422 Km de réseaux d'eaux usées
- 176 postes de relevage
- 21 204 branchements

L'entretien

Des campagnes préventives d'hydrocurage et d'inspection télévisées sont réalisées chaque année sur les canalisations. Les postes de relevage sont également hydrocurés.



III. Patrimoine et exploitation

Exploitation

Les matières de vidange et matières vinicoles

1 188 m³ de matières de vidanges et 554 m³ de matières vinicoles ont été traitées à la station de la Faubretière à La Haye-Fouassière et la station de la Batardière à Gorges.

Les refus de dégrillage

Les stations d'épuration génèrent des refus de dégrillage, qui sont des matières solides retenues en tête de la filière de traitement. Matières évacuées par le service Prévention et gestion des déchets pour certains sites, jusqu'à fin 2024.

Les boues

11 stations sur 31 produisent des boues.

Les boues sont valorisées en agriculture avec un plan d'épandage (75 %) ou sont compostées (25 %).

Réutilisation des eaux traitées

Deux stations d'épuration disposent de lagunes de stockage des eaux usées traitées. À Vieillevigne et à Château-Thébaud, les eaux traitées sont utilisées à des fins d'irrigation agricole. Convention avec les agriculteurs en cours d'actualisation.

III. Patrimoine et exploitation

Investissements 2023

La mise en séparatif

11.3 km de réseaux unitaires : rassemblent les eaux usées et les eaux pluviales

Les travaux de mise en séparatif permettent d'améliorer la protection du milieu naturel lors des épisodes pluvieux et d'améliorer la gestion des stations de traitement des eaux usées.

Nouveaux ouvrages installés

- La station d'épuration de La Planche
Nécessitait d'être renouvelée, finalement remplacée par un poste de relevage afin de rediriger les effluents vers la station du bourg.
- 7 nouveaux postes de relevage

Les projets 2024

- La station d'épuration de Boussay

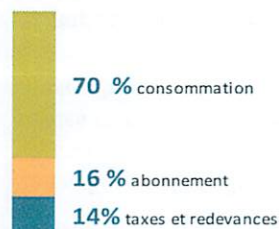
Actuellement non conforme car est devenue sous-dimensionnée, et ne permet pas un traitement suffisant du phosphore. Le projet de création d'une nouvelle station d'épuration en boue activée est en cours. Travaux prévus en 2025.

En 2023, les travaux à Clisson ont permis de renouveler 2.3 km de réseau unitaire en séparatif, pour un montant de travaux de 1.93 M€.

IV. Tarification et financement de l'assainissement collectif

Facture

Décomposition d'une facture assainissement 120 m³



La facture comporte obligatoirement :

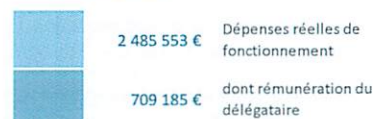
- une part proportionnelle à la consommation de l'abonné
- une part indépendante de la consommation, dite part fixe, soit l'abonnement
- Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

- Un travail d'harmonisation des tarifs sur 5 ans pour l'ensemble des communes de Clisson Sèvre Maine Agglo a été lancé en 2020.
- Les tarifs TTC au 1er janvier 2023 sont compris entre 2.93 €/m³ et 3.33 €/m³ pour une consommation de 120 m³.
- L'assujettissement à l'assainissement collectif représentent 67 % des recettes.

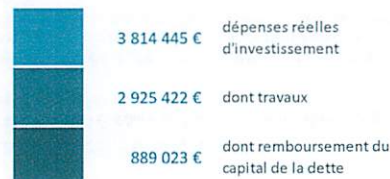
IV. Tarification et financement de l'assainissement collectif

Budget 2023

Fonctionnement



Investissement



Recette



V. Les travaux

Enjeux à venir

2023

Le service Travaux du Cycle de l'Eau a cherché à renforcer ses équipes.

• Les difficultés :

- Trouver le personnel souhaité
- La défaillance du Maître d'Œuvre en contrat avec l'Agglo pour la partie travaux
→ A freiné les objectifs de réalisation en travaux que étaient fixés pour 2023.

• En 2024 :

- la mise en place d'un nouveau contrat de maîtrise d'œuvre
- Renforcement du personnel de la cellule travaux, vont permettre d'avancer dans l'aboutissement des projets attendus sur le territoire
→ La création de la nouvelle station d'épuration de Boussay
→ La mise en séparatif du quartier des fleurs à Gorges

VI. Qualité du service

Connaissance et gestion du réseau

- SIG pour gérer les plans de réseaux, les inventaires et les interventions terrain
- Diagnostic en cours et plan d'action à venir avec le schéma directeur assainissement

2024 :

- Géoréférencement des branchements à affiner
- Fin du diagnostic du réseau
- Plan pluriannuel de renouvellement

100 % des systèmes de collecte sont conformes (postes de relevage et réseaux).
2 non-conformité sur des stations à Gorges et Boussay liées au intempéries

Services aux usagers

90 % la population du territoire desservie par un réseau collecteur d'eaux usées

4 réclamations faite en 2023 au service Assainissement Collectif (odeurs, mise en charge du réseau)

1 incident de débordement sur du réseau unitaire à cause des fortes précipitations a donné lieu à une demande d'indemnisation pour dédommagement à l'utilisateur.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-075 Clisson Sèvre et Maine Agglo – Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public assainissement non collectif – Année 2023

8.8.1

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article D2224-3,

VU la délibération de Clisson Sèvre et Maine Agglo, en date du 24 septembre 2024, prenant acte du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif,

CONSIDERANT le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexé,

L'article D2224-3 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Il indique, dans une note liminaire :



- la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;
- le prix total de l'eau et ses différentes composantes, en utilisant les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du présent code.
- le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement, en utilisant les indicateurs mentionnés à l'annexe XIII.

Est présenté au conseil municipal le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- PREND ACTE du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public assainissement non collectif de Clisson Sèvre et Maine Agglo
- DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Fait à Vieillevigne, le 22 NOV. 2024

Le Maire,  Nelly SORIN	Le secrétaire de séance,  Alain BOUCHER
---	--

Mise en ligne le 22 NOV. 2024
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

Cycle de l'eau

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service 2023

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

I. L'assainissement non collectif sur le territoire

Quelques chiffres :

- Parc de 4 544 installations
- 11 470 habitants concernés
- Taux de conformité : 62,7 %
Evolution du taux de conformité : 60,9 % en 2022
et 55,2 % en 2020.

Le service en quelques mots :

- En régie
- Les missions :

Contrôle des installations neuves et réhabilités

- Examen préalable de la conception
- Vérification de l'exécution

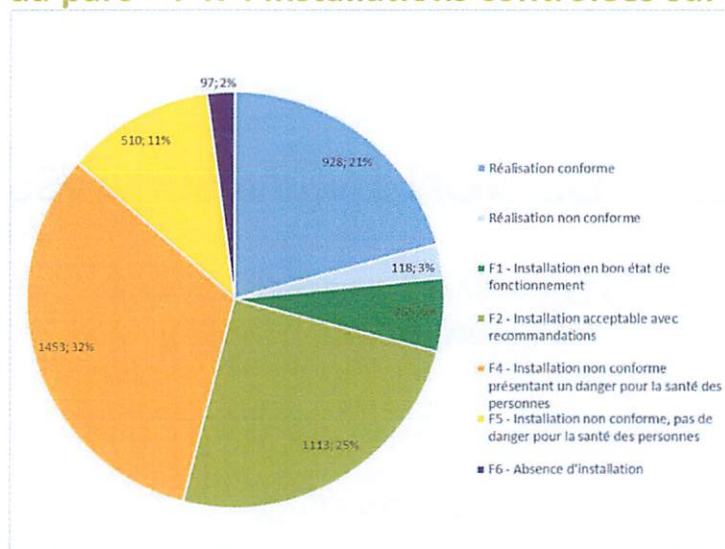
Contrôle de l'existant

- Contrôle des installations lors des ventes
- Vérification du fonctionnement et de l'entretien



I. L'assainissement non collectif sur le territoire

Etat du parc - 4 474 installations contrôlées sur 4 544



II. Contrôles de conception et de réalisation

79 % de ces contrôles concernent des travaux de remise aux normes d'une installation

PREMIÈRE ÉTAPE Le contrôle de conception

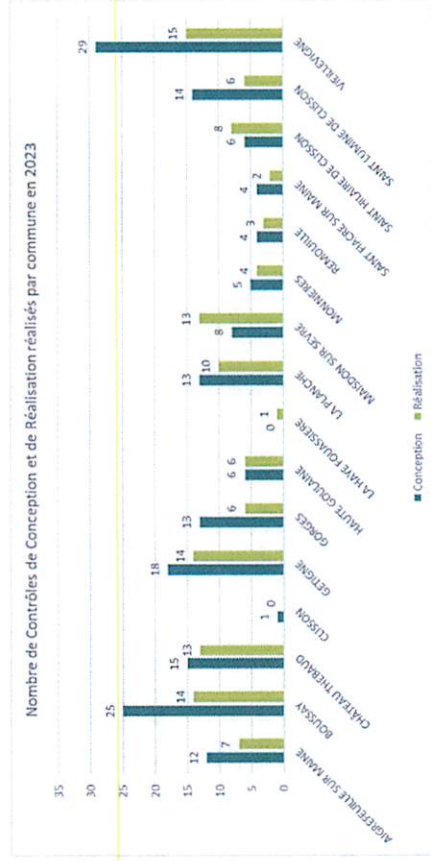
- Réalisés dans le cadre d'un permis de construire ou d'une réhabilitation de l'installation existante.
- Le SPANC vérifie l'étude de sol et de filière d'assainissement déposée par le propriétaire et préalablement réalisée par un bureau d'études

DEUXIÈME ÉTAPE Le contrôle de réalisation

- Se déroule sur le terrain avant remblaiement des ouvrages et des canalisations, à la demande du propriétaire ou de l'entreprise de travaux.
- S'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet technique validé par le SPANC lors du contrôle de conception.

Contrôles de conception et de réalisation

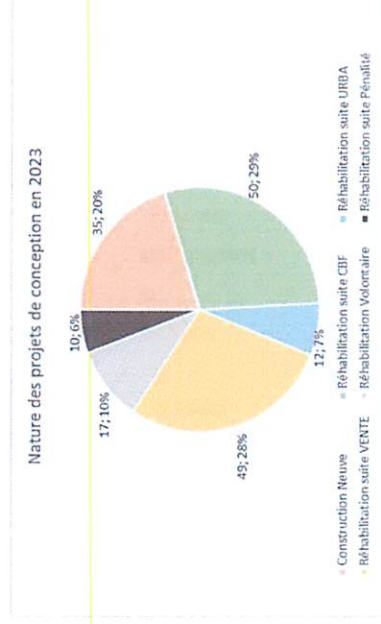
Par commune



173 Conceptions – 122 Réalisations

Contrôles de conception et de réalisation

Nature des projets de conception 2023



173 conceptions instruites.
80 % des projets concernent des travaux de mise aux normes.

Contrôles de conception et de réalisation

Filières mises en place lors des contrôles de réalisation

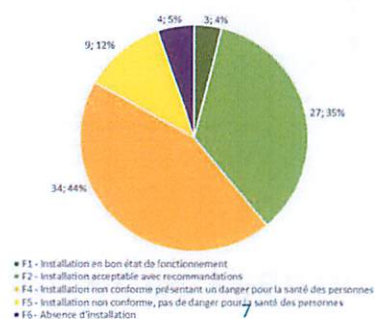
- 90 % des installations sont des filtres compacts et des microstations
→ Installation rapide et simple à poser et sur peu de surface
- ⚠ Mais demande un entretien rigoureux
- Progression des systèmes d'épuration par les plantes.
- Diminution des filtres à sable (filière traditionnelle) historiquement installés

Contrôle des ventes

Obligation de contrôle de l'installation d'assainissement non collectif depuis 2011 lors de vente.

De 2011 à 2021, 61 % des installations diagnostiquées non conformes suite à une vente ont été réhabilitées.

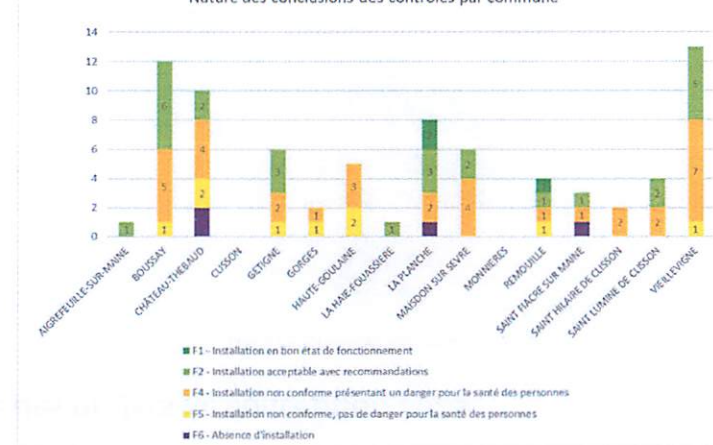
Nature des conclusions des contrôles ventes réalisés en 2023



Contrôles des installations existantes

Contrôle des ventes par commune

Nature des conclusions des contrôles par commune



Accusé de réception en préfecture
044-2144216-20241114-DCR-2024-1064
Date de transmission : 21/11/2024
Date de réception préfectorale : 21/11/2024

Contrôles des installations existantes

Contrôle de bon fonctionnement

La majorité des contrôles cible les installations les plus critiques

75 % installations contrôlées non conforme

- dont 59 % ont l'obligation de travaux à faire sous 4 ans. Elles présentent un danger pour la santé des personnes
exemple : rejet d'eaux usées non traitées au milieu naturel
- Dont 2 % absences d'installation

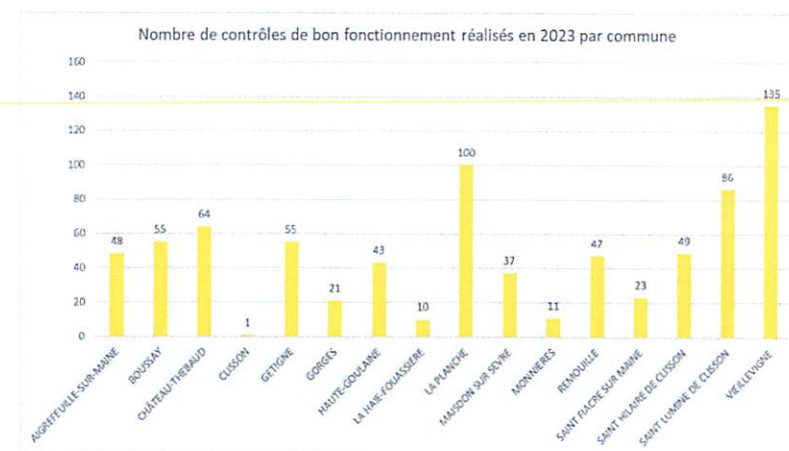
⚠ De 2011 à 2023, 21 % mise aux normes à la suite du rapport.
Chiffre faible comparé aux nouveaux propriétaires (61 %)

Classement CSMA	Classement selon l'Arrêté du 27 avril 2012	Signification
F1	Installation ne présentant pas de défaut	Installation au fonctionnement satisfaisant
F2	Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Installation au fonctionnement satisfaisant. Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement
F3	Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, et présente dans une zone à enjeux environnementaux.	Installation non conforme présentant un risque environnemental avéré car située dans une zone définie par le SDAGE ou le SAGE.
F4	Installation présentant un défaut de sécurité sanitaire et/ou un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages. OU Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, et présente dans une zone à enjeux sanitaires.	Installation non conforme présentant un/des danger(s) pour la santé des personnes.
F5	Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, hors zone à enjeux sanitaires ou environnementaux.	Installation non conforme : incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, hors zone à enjeux sanitaires ou environnementaux.
F6	Absence d'installation	Installation avec une mise en demeure de réaliser une installation conforme.

Accusé de réception en préfecture
044-2144213-20241114-DCM-2024-4444444
Date de télétransmission : 21/11/2024
Date de réception préfectorale : 21/11/2024

Contrôles des installations existantes

Contrôle de bon fonctionnement par communes



785 contrôles réalisés. La périodicité des contrôles dépend du classement de l'installation (1 an, 4 ans ou 9 ans).

IV. Tarifications

Tarification Assainissement non collectif 2023

Tarifs au 01/01/2023	Installation inférieure à 20 EH	Installation comprise entre 21 EH et 50 EH	Installation supérieure à 51 EH
	Compétences obligatoires		
Tarif du contrôle des installations neuves	Contrôle Conception 95 € Contrôle Réalisation 115 €	Contrôle Conception 155 € Contrôle Réalisation 245 €	Contrôle Conception 190 € Contrôle Réalisation 390 €
Tarif de la redevance de contrôle de bon fonctionnement des installations existantes	45 €/an	50 €/an	55 €/an
Tarifs des autres prestations	Redevance de contre-visite 70 € Contrôle préalable à la vente 185 €	Redevance de contre-visite 70 € Contrôle préalable à la vente 260 €	Redevance de contre-visite 70 € Contrôle préalable à la vente 335 €

Les tarifs applicables pour 2024 restent inchangés.

IV. Tarifications

Aides financières versées en 2023

COMMUNE	Année de validation du dossier	Montant Total des travaux	Montant de l'aide versée par CSMA
AGREFEUILLE SUR MAINE	2023	9 804,30 €	2 500,00 €
GETIGNE	2022	9 398,40 €	3 289,44 €
GETIGNE	2022	11 836,00 €	2 500,00 €
MAISON SUR SEVRE	2023	8 689,12 €	3 041,19 €
ST LUMINE DE CLISSON	2022	11 217,07 €	2 500,00 €
VIEILLEVIGNE	2023	11 323,91 €	2 500,00 €
Total		62 268,88 €	16 330,63 €

- 6 propriétaires ont bénéficié d'une aide financière en 2023. Le coût moyen des travaux s'élève à 10 378 € (9 464 € en 2022, soit 10 % d'augmentation).
- 12 dossiers de demande d'aides ont été validés en 2023
- Ce programme d'aide financière a pris fin le 30 juin 2024.

IV. Tarifications

pénalités

Le règlement de service prévoit d'appliquer aux propriétaires une pénalité prévue à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique au taux majoré de 100 %,

- en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ;
- lorsque des travaux ne sont pas réalisés sur une installation non conforme suite à une vente immobilière.

Absence d'installation – pénalité de 720 €

	Travaux réalisés avant facturation de la pénalité	Dossiers pénalisés en janvier 2024	Dossiers au stade de la conception	Travaux réalisés après facturation de la pénalité
Décembre 2022, courriers RAR pour dossiers pénalisables	52	2	40	13
				3

- Sur les 32 pénalité facturées, 3 ont fait les travaux

Installation non conforme suite vente – pénalité de 810 €

	Travaux réalisés avant facturation de la pénalité	Dossiers au stade de la conception	Dossiers à facturer en septembre 2024	Travaux réalisés après facturation de la pénalité
Juillet 2023, courriers RAR pour dossiers pénalisables	34	10	8	19
				/
Mai 2024, courriers RAR pour dossiers pénalisables	40	0	12	/
				/

V. Budget du service

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
DEPENSES	
011 - Charges à caractère général	30 678,46 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	210 942,81 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	7 889,93 €
65 - Autres charges de gestion courante	1,63 €
67 - Charges exceptionnelles	37 500,00 €
Total DEPENSES	287 012,83 €
RECETTES	
013 - Atténuations de charges	447,62 €
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations 7062 - Redevances Assainissement Non Collectif : 253 404,09 € 7081 - Services exploités intérêt du personnel : 33 502,01 €	286 906,10 €
75 - Autres produits de gestion courante	0,86 €
77 - Produits exceptionnels	36,00 €
Total RECETTES	287 390,58 €

SECTION D'INVESTISSEMENT	
Total DEPENSES	
Total RECETTES	16 034,03 €
	0 €

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieilleville, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-076 Clisson Sèvre et Maine Agglo – Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public eau potable – Année 2023

8.8.1

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article D2224-3,

VU la délibération de Clisson Sèvre et Maine Agglo, en date du 24 septembre 2024, prenant acte du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,

CONSIDERANT le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de Clisson Sèvre et Maine Agglo, ci-annexé,

L'article D2224-3 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Il indique, dans une note liminaire :

- la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;
- le prix total de l'eau et ses différentes composantes, en utilisant les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du présent code.
- le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement, en utilisant les indicateurs mentionnés à l'annexe XIII.

Est présenté au conseil municipal le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (27 votants) :

- PREND ACTE du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public eau potable de Clisson Sèvre et Maine Agglo
- DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Fait à Vieillevigne, le

<p>Le Maire,</p>  <p>Nelly SORIN</p>	<p>Le secrétaire de séance,</p>  <p>Alain BOUCHER</p>
---	--

Mise en ligne le
Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN

Cycle de l'eau

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service 2023

Eau potable

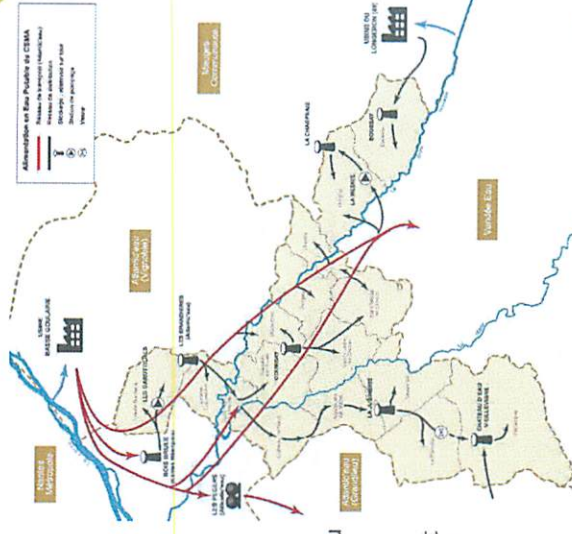
I. La consommation de l'eau sur le territoire en 2023

Quelques chiffres :

- 26 026 abonnés - 33,4 abonnés/km de réseau
- 95,3 m3/ abonné
- 5 châteaux d'eau
- 778.3 km de réseau
- 100 % des analyses conformes

Le service :

- La distribution et le stockage de l'eau potable
- Service délégué à la Saur
- L'eau distribuée en majorité provient de l'usine de Basse Goulaine, captée dans la nappe alluviale de la Loire
- Une partie de l'eau est exportée en passant par le territoire



I. La consommation de l'eau sur le territoire en 2023

Les consommateurs

57 % de la consommation totale est facturée sur des branchements consommant moins de 70 m³ par an.

→ 57 % des consommateurs sont des faibles consommateurs

Répartition des volumes consommés comptabilisés :

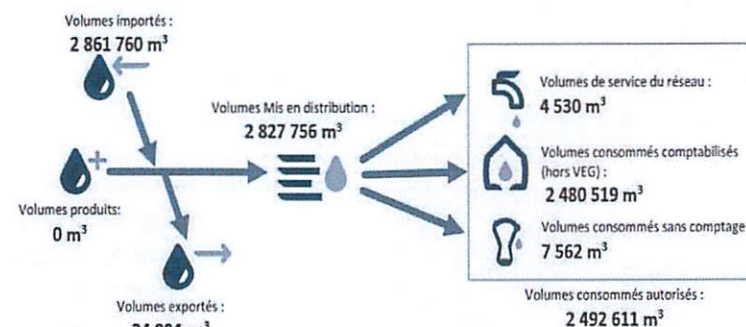


Les entreprises, de gros consommateurs

- LU France et Elis sont les deux plus gros consommateurs
- La majorité des entreprises grosses consommatrices ont une activité dans l'agro-alimentaire.

I. La consommation de l'eau sur le territoire en 2023

La distribution de l'eau



Il n'y a pas d'unité de production d'eau sur notre territoire
100 % de l'eau distribuée est achetée

II. Patrimoine

Quelques chiffres :

- 5 réservoirs d'eau, soit 3600 m³ de stockage
- 778.5 Km de réseaux de distribution
- 2 stations de surpressions en service sur 3 installations

Les branchements

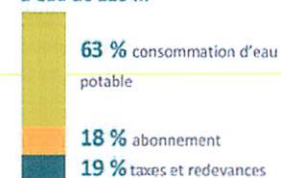
1 client = 1 abonnement = 1
branchement = 1 compteur



III. Tarification et financement de l'eau potable

Facture

Décomposition d'une facture d'eau de 120 m³

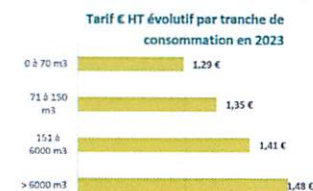


La facture comporte obligatoirement :

- une part proportionnelle à la consommation de l'abonné
- une part indépendante de la consommation, dite part fixe, soit l'abonnement
- Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

- En 2022, un travail d'harmonisation des tarifs a débuté à l'échelle du territoire. Des tarifs évolutifs par tranche de consommation ont été votés.

Moins l'abonné consomme,
moins il paye



III. Tarification et financement de l'eau potable

Budget 2023

Fonctionnement

3 172 553 €	Dépenses réelles de fonctionnement
1 476 658 €	dont achat d'eau
1 337 174 €	dont rémunération du délégataire

Investissement

938 140 €	dépenses réelles d'investissement
753 380 €	dont travaux
184 760 €	dont remboursement du capital de la dette

Recettes

4 224 206 €	Total des recettes
4 145 354 €	dont ventes d'eau aux abonnés
20 359 €	dont Ventes en gros aux collectivités voisines
58 492 €	dont Autres recettes

III. Les travaux

- 80 % des dépenses d'investissement sont consacrées aux travaux d'amélioration du patrimoine

Commune	Lieu Travaux	Type travaux	Montant	Linéaire réseau
Clisson	Fief des pommiers	Renouvellement réseau - fin tranche 1 et tranche 2	105 000 € (Total 2022-2023)	590 ml
Clisson	Fief des pommiers	Renouvellement de branchements rue des Pampres	18 900€	/
Gorges	Route de Clisson	Renouvellement d'un réseau en amiante	41 860 €	100 ml
La Haye-Fouassière	ZAC de la Sèvre	Extension réseaux	200 000 €	525 ml
Château-Thébaud	Château-Thébaud	Déconnexion de la canalisation de transport (feeder) et extension du réseau	185 000 €	630 ml
Clisson	ZI Câlîn	Extension réseaux	20 289 €	62 m
Clisson, Boussay, Gétigné, Vieilleville, St-Hilaire-de-Clisson, Maisdon-sur-Sèvre et Château-Thébaud		Diverses petites extensions de réseaux	48 747 €	272 m
TOTAL			619 798 €	2 179 ML

IV. Qualité du service

Qualité de l'eau

- 100 % des analyses conformes en 2023
95 prélèvements par l'ARS et 159 par l'exploitant

Performance

- Perte en eau maîtrisée
Travail de terrain pour sectoriser la fuite et les quantités perdues dans le réseau.
- Un territoire rural avec de longs linéaires → plus de fuites
- Engagement de la SAUR de s'améliorer chaque année.

Maitrise du patrimoine

- Le géo-référencement des regards et branchements est amélioré pour avoir une donnée plus précise.
(40 cm près)
→ Utile pour les travaux et interventions sur sites

Le renouvellement du réseau et bâtiments existants

- 2023 : 753 380 € de travaux
- En dessous des objectifs fixés : 7,5 Km du réseau par an

→ Pour 2024 : renforcement des équipes pour lancer et suivre plus de chantiers et donc renouveler les infrastructures et augmenter les Km renouvelés

Le service auprès des usager

- S'engage à fournir de l'eau en 1 jour après réception de la demande d'ouverture de branchement
→ 98,99 % des demandes réalisées dans les temps
- 40 réclamations écrites :
 - 65 % facturation
 - 33 % qualité service
 - 2 % qualité de l'eau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 novembre à 20h, le conseil municipal de la commune de Vieillevigne, dûment convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Nelly SORIN, maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27

PRESENTS : Nelly SORIN, Daniel BONNET, Christian JABIER, Catherine BROCHARD, Martial RICHARD, Alain BOUCHER, Sophie PACÉ, Julien LESCASSE, Myriam VERDIÉ, Agnès MARTIN-HERBOUILLER, Vanessa BROCHARD, Damien MÉCHINEAU, Nicolas GILLIER, Bruno JAUNET, Adrien REMAUD, Isabelle CHANTRY, Hubert POGU, André LEBRETON, Marie-Reine LANGLOIS, Évelyne RAULET.

ABSENTS ET EXCUSÉS : Nelly BACHELIER qui donne pouvoir à Vanessa BROCHARD, Marie-Françoise VALIN qui donne pouvoir à Christian JABIER, Solène GODARD qui donne pouvoir à Myriam VERDIÉ, Germaine BOSSIS qui donne pouvoir à Evelyne RAULET, Fabienne RABILLER qui donne pouvoir à Catherine BROCHARD, Joël PHELIPPON qui donne pouvoir à André LEBRETON, Sylvain MOULET qui donne pouvoir à Marie-Reine LANGLOIS.

Madame le Maire, Nelly SORIN, constate que le quorum est atteint.

DCM2024.11.14-077 Décisions prises dans le cadre des délégations du Maire

9.1.5

Le Conseil municipal est informé des décisions prises dans le cadre des délégations consenties au Maire par délibération du 11 juin 2020 :

4- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget

DCM2024.11.14-077

DATE	FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT HT
11/09/2024	Groupe Le Goff	Produits d'entretien	1 066,04 €
16/09/2024	Signaux Girod	Panneaux de signalisation	1 674,83 €
19/09/2024	Etablissement GADAIS	Programme voirie 2024	28 914,90 €
24/09/2024	Gaboriau - Sauvaget	1 lave-linge + 1 sèche-linge	2 415,00 €
30/09/2024	Modis	Remplacement de 2 pneus avant tondeuse KUBOTA	1 078,82 €
08/10/2024	Garos Energie	Panneaux photovoltaïques salles des sports	+ 8 543 €
11/10/2024	Le Potelet	20 potelets bombés mémoire de forme	2 930,00 €
14/10/2024	Panofrance	Matériel pour salle des Cro'Mignons à l'espace Paul Cézanne	2 019,57 €
15/10/2024	New Loc	Location nacelle pour église et centre Paul Claudel	1 756,37 €
25/10/2024	Wack sport	2 tables de tennis de table compétition	2 020,22 €
28/10/2024	Clôtures de l'Atlantique	Portails et grillage crèche municipale	13 469,14 €

Fait à Vieilleville, le

22 NOV. 2024

Le Maire,

Nelly SORIN

Le secrétaire de séance,

Alain BOUCHER

Mise en ligne le

22 NOV. 2024

Certifiée exécutoire par Madame le Maire, Nelly SORIN